DOCUMENTS

16

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Québec

105-04727/

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Commission de la capitale nationale du Québec
Novembre 2002

Recherche et rédaction
Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec

Philippe Plante
Commission de la capitale nationale du Québec

Coordination de l'édition
Lucille Lord
Commission de la capitale nationale du Québec

Photographies
Hervé Bélanger, Pierre Boucher et Jean-Philippe Servant

Conception graphique
Deschamps Design

ISBN 2-550-39762-2
Dépôt légal – 2002
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Dans la présente publication, le générique masculin
est employé uniquement dans le but d'alléger le texte.

L A C O L L E C T I O N

DOCUMENTS

La Commission de la capitale nationale du Québec a notamment pour mandats de conseiller le gouvernement sur l'expression de sa présence dans la capitale et de contribuer à une meilleure connaissance de Québec et de ses fonctions.

Dans sa collection DOCUMENTS, la Commission publie des recherches, des textes de réflexion sur le statut de la capitale, sur son passé et son devenir, sur les préoccupations qu'elle suscite et inspire.

Les DOCUMENTS viennent soutenir l'action de la Commission et de tous ceux et celles qui s'intéressent à la capitale du Québec. Ils permettent de faire le point sur des questions importantes dans un cadre léger, économique et accessible.

Le président et directeur général,
Pierre Boucher

AVANT-PROPOS

L'article 15 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (L.R.Q., c. 33.1) stipule notamment que la Commission de la capitale nationale du Québec a le mandat de conseiller le gouvernement du Québec sur la localisation des bureaux et de l'effectif du gouvernement, de ses ministères et de tout organisme gouvernemental.

Afin de remplir adéquatement ce mandat, la Commission dresse tous les deux ans un profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Celui-ci est l'un des instruments dont se sert la Commission pour mesurer la présence des institutions de l'État dans la capitale nationale, définir le contexte dans lequel cette présence institutionnelle évolue et établir les conditions de son développement.

La Commission tient à remercier le personnel des organismes gouvernementaux, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère du Conseil exécutif qui ont collaboré, d'une façon ou d'une autre, à la préparation de la présente étude.

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS 11

1. INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE 15

1.1 Sources de données 15
1.2 Univers statistique 15
1.3 Démarche 15
1.4 Comparabilité des données dans le temps 15

2. PORTRAIT DE L'EFFECTIF 19

2.1 Répartition géographique de l'effectif 19
2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi 19
2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux 20
2.4 Répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi 21
2.4.1 Répartition géographique des sous-ministres 21
2.4.2 Répartition géographique du personnel de haute direction 21
2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement 22
2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif 22

3. BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX 27

3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères 27
3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux 27
3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont la zone de rayonnement est nationale 27
3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux 28

ANNEXES 31

ANNEXE 1 Questionnaire 33
ANNEXE 2 Profil de localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 34
ANNEXE 3 Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2002 46
ANNEXE 4 Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale, au 31 mars 2002 58
ANNEXE 5 Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 2000 et le 31 mars 2002 66
ANNEXE 6 Profil de localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 – par ordre alphabétique 67

LISTE DES FIGURES 78
LISTE DES TABLEAUX 79

FAITS SAILLANTS

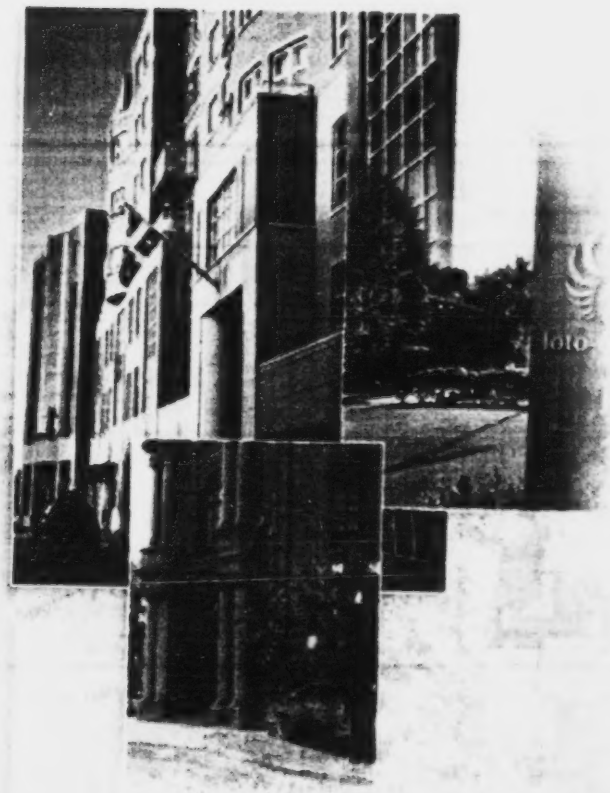
- Au 31 mars 2002, l'effectif des ministères[1] du gouvernement du Québec et des 159 organismes gouvernementaux (incluant notamment les sociétés d'État), répertoriés par la Commission de la capitale nationale du Québec, s'élevait à 110 879 employés dont 51 183 se trouvaient dans les ministères et 59 696 dans les organismes gouvernementaux.
- L'effectif total se répartissait géographiquement de la façon suivante : 36 611 employés (33,0 %) dans la ville de Québec; 30 899 employés (27,9 %) dans la ville de Montréal; 43 369 employés (39,1 %) dans les autres régions[2].
- Des 51 183 employés des ministères, 22 319 (43,6 %) étaient localisés dans la ville de Québec, 10 038 (19,6 %) dans la ville de Montréal et 18 826 (36,8 %) dans les autres régions. Des 59 696 employés des organismes gouvernementaux, 14 292 (23,9 %) travaillaient dans la ville de Québec, 20 861 (35,0 %) dans la ville de Montréal et 24 543 (41,1 %) dans les autres régions.
- Les bureaux des 220 sous-ministres (en titre, associés et adjoints) sont concentrés dans une proportion de 79,5 % dans la capitale, de 10,9 % dans la ville de Montréal et de 9,6 % dans les autres régions.
- L'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux, soit les sous-ministres et les cadres des ministères et des organismes répertoriés par la Commission, se chiffre à 7 088 et se distribue territorialement de la façon suivante : 2 321 personnes (32,7 %) dans la ville de Québec, 2 060 (29,1 %) dans la ville de Montréal et 2 707 (38,2 %) dans les autres régions.
- Comparativement au 31 mars 2000, l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux a connu une hausse de 5 689 employés. L'augmentation de l'effectif a été de 2 049 (5,9 %) dans la ville de Québec et de 516 (1,7 %) dans la ville de Montréal, alors que les autres régions ont connu une hausse de 3 124 (7,7 %) employés pour la même période. Le développement de certains services en région, notamment par la Société des alcools du Québec et par les ministères responsables de l'emploi et de la main d'œuvre, a contribué à l'augmentation de la part des régions dans l'effectif total.
- Un examen de la variation du volume de l'effectif de 1992 à 2002 montre une baisse de l'effectif total, qui passe de 113 763 à 110 879 employés, soit une diminution de 2 884 (2,5 %). La ville de Montréal a absorbé la plus forte réduction avec 3 344 employés (9,8 %), suivie de la ville de Québec avec 3 192 employés (8,0 %). Le nombre d'employés dans les autres régions a pour sa part augmenté de 3 652 employés (9,2 %).
- Au 31 mars 2002, les bureaux centraux des ministères étaient concentrés sur le territoire de la ville de Québec. Certains ministères, tels le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le ministère de la Famille et de l'Enfance, le ministère du Travail, le ministère de la Sécurité publique et le ministère du Revenu, réunissaient toutefois une partie importante de leur personnel d'encadrement sur le territoire de la ville de Montréal.
- Les sièges sociaux des 159 organismes gouvernementaux étaient répartis de la manière suivante : 93 (58,5 %) dans la ville de Québec, 53 (33,3 %) dans la ville de Montréal et 13 (8,2 %) dans les autres régions.

---

1. Le terme « ministères » désigne également, aux fins de l'étude, les entités administratives assimilées à des ministères : l'Assemblée nationale, le Conseil du trésor, les secrétariats et les fonds spéciaux de gestion.
2. L'expression « autres régions » désigne ici les territoires hors des villes de Québec et de Montréal.

- Depuis mars 2000, le nombre de sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est passé de 163 à 159. Il a diminué de 2 dans la ville de Québec, de 4 dans la ville de Montréal et il a augmenté de 2 dans les autres régions. Sur la base de 1992, le nombre de sièges sociaux a augmenté de 4 dans la ville de Québec ; il a baissé de 6 dans la ville de Montréal et a augmenté de 3 dans les autres régions.
- Ce solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs du Conseil exécutif est le résultat de facteurs divers. Ainsi, la diminution du nombre de sièges sociaux dans la ville de Québec depuis 1998 est attribuable notamment à certaines fusions d'organismes qui n'ont conservé qu'un seul siège social (par exemple cinq organismes dont quatre avaient leur siège social dans la ville de Québec ont été fusionnés dans le Tribunal administratif), à l'intégration d'organismes dans un ministère ou un fonds (mentionnons la Société de développement de la main-d'œuvre du Québec intégrée à Emploi-Québec), à la privatisation de certaines sociétés d'État (comme le Parc technologique du Québec métropolitain ou la Société québécoise d'initiative pétrolière devenue SGF Chimie inc.) ou à l'abolition de certains organismes (notamment les comités confessionnels du Conseil supérieur de l'éducation).
- Si l'on remonte à l'année 1998, le profil de localisation reflète le retour à l'embauche mis de l'avant par le Conseil du trésor, qui estime à 21 000 personnes le besoin en personnel pour remplacer les employés qui quitteront la fonction publique d'ici à dix ans.
- On peut noter qu'aucun organisme ayant un rayonnement national n'a institué un siège social en dehors de la capitale nationale. Ainsi, des organismes nouvellement créés comme la Commission des relations du travail et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse ont leur siège social dans la capitale.

INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE



INFORMATION MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Sources de données

Les données compilées dans le présent document proviennent de deux sources : le Service de l'information de gestion du Secrétariat du Conseil du trésor, pour les ministères, et le relevé de la Commission de la capitale nationale du Québec, pour les organismes gouvernementaux.

1.2 Univers statistique

Le profil de localisation a pour principal objet la mesure quantitative de la présence des ministères et des organismes gouvernementaux québécois dans la capitale, et plus précisément dans la ville de Québec. Il ne comptabilise donc pas l'effectif des administrations publiques fédérale et municipales, ni celui des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation (hôpitaux, centres locaux de services communautaires [CLSC], écoles, cégeps, universités, etc.).

L'effectif recensé dans le profil de localisation est le nombre d'employés en poste à la dernière paie du mois de mars. Il est composé du personnel régulier et occasionnel faisant partie de l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux, dont notamment les sociétés d'État. La liste des organismes gouvernementaux tenue à jour par le Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif sert de référence à la présente étude. Elle ne retient que les organismes de nature permanente, dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois. Seuls les comités consultatifs qui sont de minuscules organismes, souvent temporaires, et les organismes dont l'activité n'est pas à caractère gouvernemental proprement dit, et pour lesquels il est donc difficile d'établir des critères de localisation sont exclus de l'enquête[1].

Bien que les statuts d'emploi soient multiples, nous ne retenons ici que les catégories d'employés réguliers, d'employés occasionnels et d'étudiants. Tout comme les autres enquêtes de ce type, le profil ne recense pas le personnel des corps d'emploi suivants : membre de l'Assemblée nationale (député), officier de la Sûreté du Québec, policier provincial de la Sûreté du Québec, juge de paix, secrétaire de district, secrétaire particulier, directeur de cabinet, attaché politique ou personnel professionnel de cabinet, employé de soutien de cabinet, conseiller, attaché politique (de député), employé de soutien (de député), aumônier.

Au 31 mars 2002, l'effectif comptabilisé dans le profil de localisation était réparti entre 21 ministères, 5 entités administratives assimilées à des ministères pour les fins de ce relevé (Assemblée nationale, Conseil du trésor, secrétariats et fonds spéciaux) et 159 organismes gouvernementaux (conseils, tribunaux administratifs, régies, sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement, sociétés d'assistance financière ou technique, sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances, sociétés de services, sociétés d'État, offices, commissions).

1.3 Démarche

La Commission de la capitale nationale du Québec expédie un questionnaire (annexe I) aux organismes gouvernementaux afin de connaître la localisation de leur effectif et de leur personnel d'encadrement ainsi que la localisation de leur siège social au 31 mars 2002. Elle compile ensuite les données, en provenance du Secrétariat du Conseil du trésor, contenant des renseignements de même nature pour les ministères. L'information colligée par la Commission est finalement comparée à celle qui a été recueillie au cours d'années antérieures.

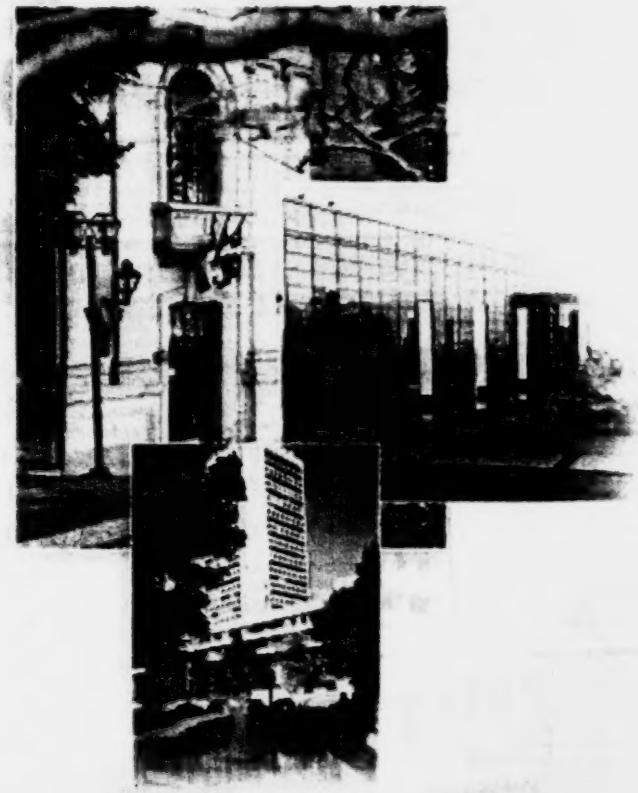
1.4 Comparabilité des données dans le temps

À la suite de légères modifications qui ont été apportées aux cours des années à l'univers statistique du profil de localisation, les données des années précédentes ont été recalculées selon les nouveaux paramètres en vigueur afin de permettre leur comparabilité dans le temps.

1. Le personnel non policier de la Sûreté du Québec est cependant comptabilisé.

2

PORTRAIT DE L'EFFECTIF



2 PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 Répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2002, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec s'élevait à 110 879 employés. Sa répartition géographique était la suivante : 36 611 (33,0 %) dans la ville de Québec, 30 899 (27,9 %) dans la ville de Montréal et 43 369 (39,1 %) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	36 611	33,0 %
Ville de Montréal	30 899	27,9 %
Autres régions	43 369	39,1 %
Total	110 855	100 %

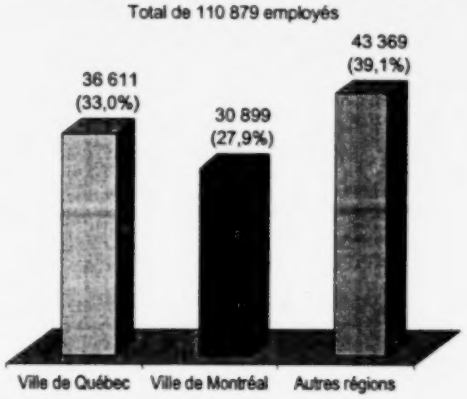
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2002, l'effectif régulier comptait 86 446 personnes, soit 30 701 (35,5 %) dans la ville de Québec, 23 668 (27,4 %) dans la ville de Montréal et 32 077 (37,1 %) dans les autres régions. L'effectif occasionnel comptait quant à lui 24 433 personnes, dont 5 910 (24,2 %) dans la ville de Québec, 7 231 (29,6 %) dans la ville de Montréal et 11 292 (46,2 %) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Figure 1

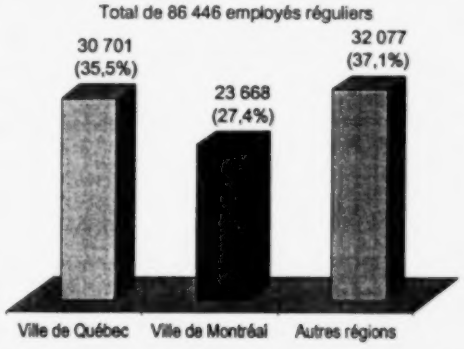
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER ET OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Statut d'emploi	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Régulier	30 701	35,5 %	23 668	27,4 %	32 077	37,1 %	86 446	100 %
Occasionnel	5 910	24,2 %	7 231	29,6 %	11 292	46,2 %	24 433	100 %
Total	**36 611**	**33,0 %**	**30 899**	**27,9 %**	**43 369**	**39,1 %**	**110 879**	**100 %**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 Répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2002, l'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec s'élevait à 110 879 employés. Sa répartition géographique était la suivante : 36 611 (33,0 %) dans la ville de Québec, 30 899 (27,9 %) dans la ville de Montréal et 43 369 (39,1 %) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	36 611	33,0 %
Ville de Montréal	30 899	27,9 %
Autres régions	43 369	39,1 %
Total	110 855	100 %

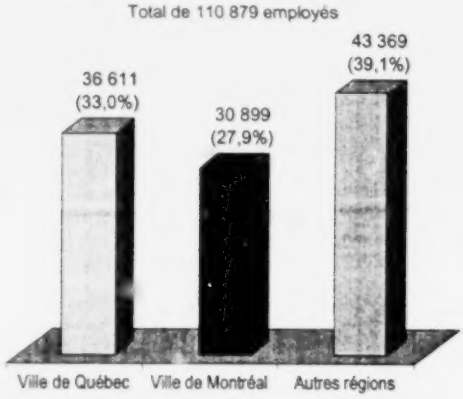
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.2 Répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2002, l'effectif régulier comptait 86 446 personnes, soit 30 701 (35,5 %) dans la ville de Québec, 23 668 (27,4 %) dans la ville de Montréal et 32 077 (37,1 %) dans les autres régions. L'effectif occasionnel comptait quant à lui 24 433 personnes, dont 5 910 (24,2 %) dans la ville de Québec, 7 231 (29,6 %) dans la ville de Montréal et 11 292 (46,2 %) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Figure 1

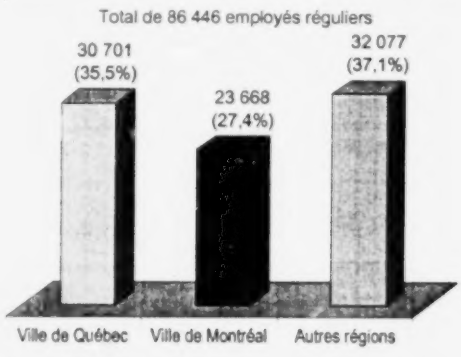
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 2

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER ET OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Statut d'emploi	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Régulier	30 701	35,5 %	23 668	27,4 %	32 077	37,1 %	86 446	100 %
Occasionnel	5 910	24,2 %	7 231	29,6 %	11 292	46,2 %	24 433	100 %
Total	**36 611**	**33,0 %**	**30 899**	**27,9 %**	**43 369**	**39,1 %**	**110 879**	**100 %**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 3

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

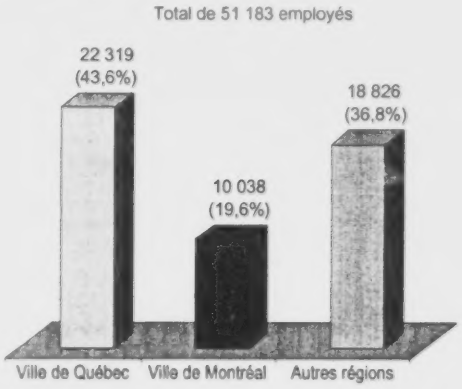
2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2002, les ministères regroupaient au total 51 183 employés, soit 22 319 (43,6 %) dans la ville de Québec, 10 038 (19,6 %) dans la ville de Montréal et 18 826 (36,8 %) dans les autres régions. Les organismes gouvernementaux comptaient 59 696 employés au total, soit 14 292 (24,0 %) dans la ville de Québec, 20 861 (35,0 %) dans la ville de Montréal et 24 543 (41,0 %) dans les autres régions (tableau 3, figures 4 et 5).

Au 31 mars 2002, l'effectif des ministères était davantage concentré sur le territoire de la ville de Québec, avec 43,6 %, alors que la proportion de l'effectif des organismes gouvernementaux était plus élevé hors Québec et Montréal, avec 41,2 %. Les ministères dont la plus forte concentration de l'effectif se trouvait à l'extérieur de la ville de Québec sont les ministères du Revenu, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Sécurité publique, des Transports, de la Justice, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et de la Famille et de l'Enfance. L'annexe 2 détaille le profil de localisation de l'effectif régulier et occasionnel de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002. Les données sont groupées en fonction du ministre qui en assume la responsabilité.

Figure 4

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES AU 31 MARS 2002



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 3

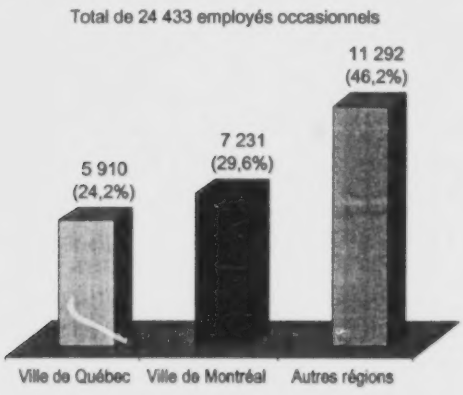
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Type	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ministères	22 319	43,6 %	10 038	19,6 %	18 826	36,8 %	51 183	100 %
Organismes	14 292	24,0 %	20 861	35,0 %	24 543	41,0 %	59 696	100 %
Total	**36 611**	**33,0 %**	**30 899**	**27,9 %**	**43 369**	**39,1 %**	**110 879**	**100 %**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 3

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

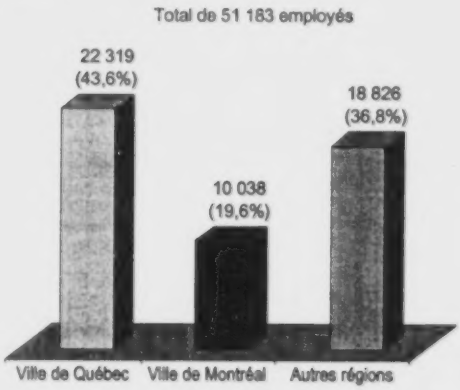
2.3 Répartition géographique de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2002, les ministères regroupaient au total 51 183 employés, soit 22 319 (43,6 %) dans la ville de Québec, 10 038 (19,6 %) dans la ville de Montréal et 18 826 (36,8 %) dans les autres régions. Les organismes gouvernementaux comptaient 59 696 employés au total, soit 14 292 (24,0 %) dans la ville de Québec, 20 861 (35,0 %) dans la ville de Montréal et 24 543 (41,0 %) dans les autres régions (tableau 3, figures 4 et 5).

Au 31 mars 2002, l'effectif des ministères était davantage concentré sur le territoire de la ville de Québec, avec 43,6 %, alors que la proportion de l'effectif des organismes gouvernementaux était plus élevé hors Québec et Montréal, avec 41,2 %. Les ministères dont la plus forte concentration de l'effectif se trouvait à l'extérieur de la ville de Québec sont les ministères du Revenu, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Sécurité publique, des Transports, de la Justice, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et de la Famille et de l'Enfance. L'annexe 2 détaille le profil de localisation de l'effectif régulier et occasionnel de chacun des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002. Les données sont groupées en fonction du ministre qui en assume la responsabilité.

Figure 4

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES AU 31 MARS 2002



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 3

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Type	Territoire						Total	
	Ville de Québec		Ville de Montréal		Autres régions			
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ministères	22 319	43,6 %	10 038	19,6 %	18 826	36,8 %	51 183	100 %
Organismes	14 292	24,0 %	20 861	35,0 %	24 543	41,0 %	59 696	100 %
Total	**36 611**	**33,0 %**	**30 899**	**27,9 %**	**43 369**	**39,1 %**	**110 879**	**100 %**

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 5

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.4 Répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi

L'information recueillie durant la réalisation de l'étude permette d'estimer la répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux. Les regroupements de corps d'emploi retenus sont le personnel de haute direction et l'ensemble du personnel d'encadrement.

Les données concernant particulièrement le personnel de haute direction (personnes ayant un statut de sous-ministre en titre, de sous-ministre associé ou adjoint, dirigeants d'organismes et membres de direction) des tableaux 4 et 5 proviennent uniquement du Service de l'information de gestion du Secrétariat du Conseil du trésor et ne tiennent compte que du personnel visé par l'univers de la fonction publique.

Pour l'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux (tableau 6), les données englobent la haute direction et les cadres des ministères de même que le personnel d'encadrement tel qu'indiqué par les répondants des 159 organismes gouvernementaux dans l'enquête de la Commission.

2.4.1 Répartition géographique des sous-ministres

Au 31 mars 2002, les 220 sous-ministres en titre, associés et adjoints étaient concentrés sur le territoire de la ville de Québec, soit 175 (79,5 %) contre 24 (10,9 %) dans la ville de Montréal et 21 (9,6 %) dans les autres régions (tableau 4, figure 6).

Tableau 4

RÉPARTITION DES SOUS-MINISTRES AU 31 MARS 2002

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	175	79,5%
Ville de Montréal	24	10,9 %
Autres régions	21	9,6 %
Total	220	100 %

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 6

RÉPARTITION DES SOUS-MINISTRES AU 31 MARS 2002

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.4.2 Répartition géographique du personnel de haute direction

Au 31 mars 2002, le personnel de haute direction était majoritairement localisé dans la ville de Québec. Il était composé de 668 personnes, dont 348 (52,1 %) dans la ville de Québec, 219 (32,8 %) dans la ville de Montréal et 101 (15,1 %) dans les autres régions (tableau 5, figure 7).

Tableau 5

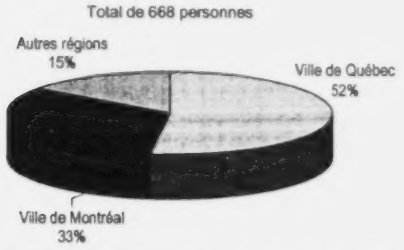
RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION (FONCTION PUBLIQUE) AU 31 MARS 2002

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	348	52,1%
Ville de Montréal	219	32,8%
Autres régions	101	15,1%
Total	668	100%

Note : Exceptionnellement, ce tableau renvoie à l'univers de la fonction publique seulement.
Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 7

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION AU 31 MARS 2002



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2002, l'ensemble du personnel d'encadrement, tel que répertorié dans l'étude, comptait 7 086 personnes, dont 2 321 (32,7%) dans la ville de Québec, 2 060 (29,1%) dans la ville de Montréal et 2 707 (38,2%) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères, des assimilés, des fonds et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002.

Tableau 6

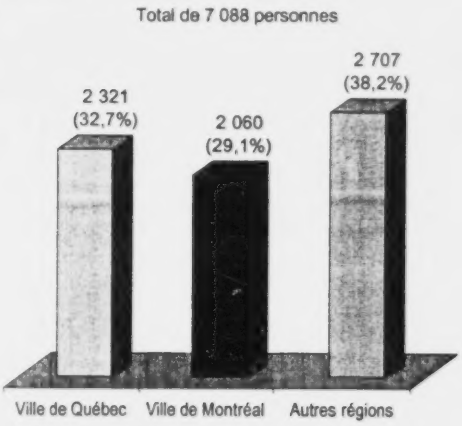
RÉPARTITION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Territoire	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	2 321	32,7%
Ville de Montréal	2 060	29,1%
Autres régions	2 707	38,2%
Total	7 088	100%

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 8

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT AU 31 MARS 2002



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif

Il est important de préciser, au préalable, que la variation à la hausse ou à la baisse du volume de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux est attribuable à différentes causes, comme le transfert de responsabilités d'un gouvernement à un autre ou le changement de statut de certains organismes ou de certains employés. Ainsi, de mars 1998 à mars 1999, l'arrivée dans la fonction publique du Québec de 1 752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre a fait augmenter d'autant l'effectif des ministères et des fonds de gestion concernés. D'autres facteurs interviennent également, tels la privatisation d'organismes, l'embauche de personnel, les départs à la retraite, etc. En fait, ce que les données sur l'effectif expriment, c'est avant tout la variation du nombre d'employés sur la liste de paie du gouvernement au 31 mars des années visées.

Du 31 mars 2000 au 31 mars 2002, l'effectif total des ministères et des organismes gouvernementaux est passé de 105 190 à 110 879 personnes. Cela représente une hausse de 5 689 personnes sur une période de deux ans, ou si l'on veut de 5,4%. Dans la ville de Montréal, le nombre d'employé est passé de 30 383 au 31 mars 2000 à 30 899 au

Tableau 5

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION (FONCTION PUBLIQUE) AU 31 MARS 2002

[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ville de Québec	348	52,1%
Ville de Montréal	219	32,8%
Autres régions	101	15,1%
Total	668	100%

Note : Exceptionnellement, ce tableau renvoie à l'univers de la fonction publique seulement.
Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 7

RÉPARTITION DU PERSONNEL DE HAUTE DIRECTION AU 31 MARS 2002

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.4.3 Répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2002, l'ensemble du personnel d'encadrement, tel que répertorié dans l'étude, comptait 7 086 personnes, dont 2 321 (32,7%) dans la ville de Québec, 2 060 (29,1%) dans la ville de Montréal et 2 707 (38,2%) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères, des assimilés, des fonds et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002.

Tableau 6

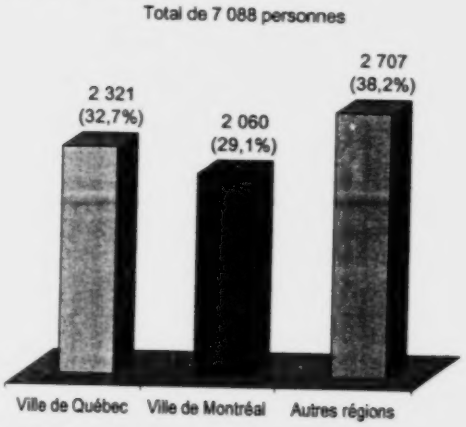
RÉPARTITION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ville de Québec	2 321	32,7%
Ville de Montréal	2 060	29,1%
Autres régions	2 707	38,2%
Total	7 088	100%

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 8

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT AU 31 MARS 2002



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

2.5 Évolution de la répartition géographique de l'effectif

Il est important de préciser, au préalable, que la variation à la hausse ou à la baisse du volume de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux est attribuable à différentes causes, comme le transfert de responsabilités d'un gouvernement à un autre ou le changement de statut de certains organismes ou de certains employés. Ainsi, de mars 1998 à mars 1999, l'arrivée dans la fonction publique du Québec de 1 752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre a fait augmenter d'autant l'effectif des ministères et des fonds de gestion concernés. D'autres facteurs interviennent également, tels la privatisation d'organismes, l'embauche de personnel, les départs à la retraite, etc. En fait, ce que les données sur l'effectif expriment, c'est avant tout la variation du nombre d'employés sur la liste de paie du gouvernement au 31 mars des années visées.

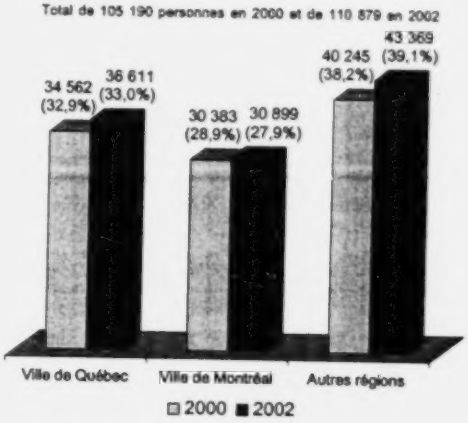
Du 31 mars 2000 au 31 mars 2002, l'effectif total des ministères et des organismes gouvernementaux est passé de 105 190 à 110 879 personnes. Cela représente une hausse de 5 689 personnes sur une période de deux ans, ou si l'on veut de 5,4%. Dans la ville de Montréal, le nombre d'employé est passé de 30 383 au 31 mars 2000 à 30 899 au

31 mars 2002, soit une augmentation de 516 (1,7 %). Dans la ville de Québec, le nombre est passé de 34 562 à 36 611, soit une augmentation de 2 049 ou 5,9 %, alors qu'en dehors de Québec et de Montréal, l'effectif est passé de 40 245 à 43 369 employés, soit une hausse de 3 124 (7,8 %) pour la même période (figure 9).

Malgré la hausse d'effectif survenue au cours des deux dernières années, on constate que, par rapport à 1992[1], selon les mêmes paramètres méthodologiques, le volume total de l'effectif en 2002 compte 2 884 employés de moins. L'effectif total des ministères et des organismes du gouvernement du Québec est en effet passé de 113 763 à 110 879 personnes de 1992 à 2002. Cette baisse de 2 884 employés, ou 2,5 %, s'est fait sentir particulièrement dans la ville de Montréal avec une diminution de 3 344, soit 9,8 % de la réduction totale. L'augmentation observée depuis 1998 est attribuable notamment au changement de statut de certains organismes, tel qu'indiqué plus haut, et à l'embauche d'occasionnels qui est venue compenser, en partie, la réduction de personnel découlant du programme de départs volontaires à la retraite mis en œuvre durant cette période. Ce programme avait entraîné le départ de plus de 3 500 personnes de la fonction publique québécoise, dont environ 1 500 dans la région de la capitale. Un programme d'embauche systématique est actuellement initié par le Conseil du trésor qui prévoit pourvoir, d'ici à dix ans, 21 000 postes dans la fonction publique (tableau 7, figure 10).

Figure 9

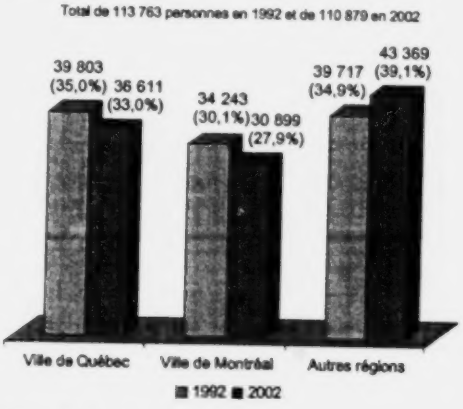
ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 2000 AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat à la Capitale, 1993. Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002. Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 10

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat à la Capitale, 1993. Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2002. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002. Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

1. Gouvernement du Québec, Secrétariat à la capitale, *Évolution des effectifs des organismes gouvernementaux 1992-1993*, 1993.

Tableau 7

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTERES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2002

Territoire	Année										Variation	
	1992		1996		1998		2000[2]		2002		1992-2002	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	39 803	35,0	34 205	32,8	32 242	32,5	34 562	32,9	36 611	33,0	-3 192	-8,0
Ville de Montréal	34 243	30,1	30 593	29,3	29 383	29,6	30 383	28,9	30 899	27,9	-3 344	-9,8
Autres régions	39 717	34,9	39 574	37,9	37 503	37,8	40 245	38,2	43 369	39,1	3 652	9,2
Total	**113 763**	**100**	**104 372**	**100**	**99 128**	**100**	**105 190**	**100**	**110 879**	**100**	**-2 884**	**-2,5**

2. Une correction a été apportée au relevé du 31 mars 2000. L'effectif de la Société des alcools du Québec avait été sous-évalué dans la section Autres régions.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 7

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2002

Territoire	Année										Variation	
	1992		1996		1998		2000[2]		2002		1992-2002	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	39 803	35,0	34 205	32,8	32 242	32,5	34 562	32,9	36 611	33,0	-3 192	-8,0
Ville de Montréal	34 243	30,1	30 593	29,3	29 383	29,6	30 383	28,9	30 899	27,9	-3 344	-9,8
Autres régions	39 717	34,9	39 574	37,9	37 503	37,8	40 245	38,2	43 369	39,1	3 652	9,2
Total	**113 763**	**100**	**104 372**	**100**	**99 128**	**100**	**105 190**	**100**	**110 879**	**100**	**-2 884**	**-2,3**

2. Une correction a été apportée au relevé du 31 mars 2000. L'effectif de la Société des alcools du Québec avait été sous-évalué dans la section Autres régions.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

3

BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères

En s'inspirant de la localisation des bureaux des sous-ministres et autre personnel d'encadrement, on peut estimer que, au 31 mars 2002, les bureaux centraux des ministères étaient pour la plupart situés sur le territoire de la ville de Québec. Les ministères de la Sécurité publique, de la Famille et de l'Enfance, du Revenu, de la Justice et des Relations avec les citoyens et de l'Immigration avaient toutefois une concentration importante de leurs bureaux à l'extérieur du territoire de la ville de Québec (annexe 2).

3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Les sièges sociaux des 159 organismes gouvernementaux répertoriés, pour leur part, s'avéraient majoritairement situés sur le territoire de la ville de Québec au 31 mars 2002. Leur localisation était la suivante : 93 (58,5 %) dans la ville de Québec, 53 (33,3 %) dans la ville de Montréal et 13 (8,2 %) dans les autres régions (tableau 8, figure 11).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002.

Tableau 8

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Territoire	Sièges sociaux	
	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	93	58,5 %
Ville de Montréal	53	33,3 %
Autres régions	13	8,2 %
Total	159	100 %

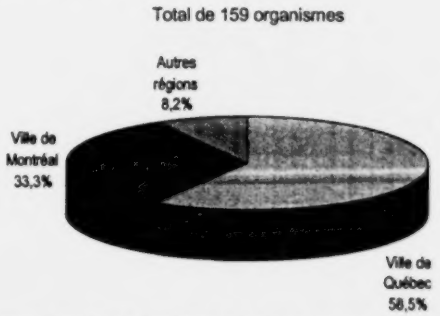
Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont la zone de rayonnement est nationale

À la suite de l'adoption par le gouvernement de la *Politique relative à la capitale*, et plus précisément du *Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux*, il apparaît pertinent d'effectuer un relevé de la répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont la zone de rayonnement est nationale. Le cadre de référence est un guide dont le gouvernement du Québec s'inspire afin de localiser les bureaux centraux des ministères et les sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Sans l'appliquer de façon rétroactive, il prévoit que les fonctions centrales des ministères seront dorénavant exercées dans la capitale et que les organismes dont la zone de rayonnement est nationale seront à l'avenir localisés selon les règles suivantes : les organismes consultatifs (conseils et comités consultatifs), les organismes décisionnels (tribunaux administratifs et régies) et les organismes d'intermédiation (commissions) devront avoir leur siège social dans la capitale; les organismes de gestion (sociétés d'État et sociétés administratives) pourront avoir leur siège social ailleurs que dans la capitale, à l'exception des offices qui devront avoir leur siège social dans la capitale.

Figure 11

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1 Répartition géographique des bureaux centraux des ministères

En s'inspirant de la localisation des bureaux des sous-ministres et autre personnel d'encadrement, on peut estimer que, au 31 mars 2002, les bureaux centraux des ministères étaient pour la plupart situés sur le territoire de la ville de Québec. Les ministères de la Sécurité publique, de la Famille et de l'Enfance, du Revenu, de la Justice et des Relations avec les citoyens et de l'Immigration avaient toutefois une concentration importante de leurs bureaux à l'extérieur du territoire de la ville de Québec (annexe 2).

3.2 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Les sièges sociaux des 159 organismes gouvernementaux répertoriés, pour leur part, s'avéraient majoritairement situés sur le territoire de la ville de Québec au 31 mars 2002. Leur localisation était la suivante : 93 (58,5 %) dans la ville de Québec, 53 (33,3 %) dans la ville de Montréal et 13 (8,2 %) dans les autres régions (tableau 8, figure 11).

L'annexe 3 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002.

Tableau 8

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Territoire	Sièges sociaux	
	(en nombre)	(en %)
Ville de Québec	93	58,5 %
Ville de Montréal	53	33,3 %
Autres régions	13	8,2 %
Total	159	100 %

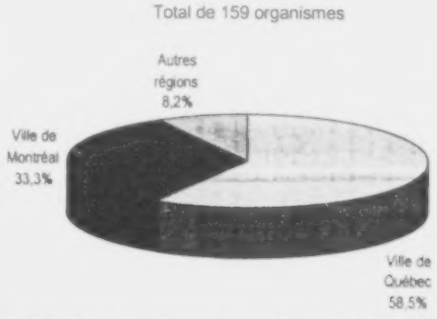
Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

3.3 Répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont la zone de rayonnement est nationale

À la suite de l'adoption par le gouvernement de la *Politique relative à la capitale*, et plus précisément du *Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux*, il apparaît pertinent d'effectuer un relevé de la répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont la zone de rayonnement est nationale. Le cadre de référence est un guide dont le gouvernement du Québec s'inspire afin de localiser les bureaux centraux des ministères et les sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Sans l'appliquer de façon rétroactive, il prévoit que les fonctions centrales des ministères seront dorénavant exercées dans la capitale et que les organismes dont la zone de rayonnement est nationale seront à l'avenir localisés selon les règles suivantes : les organismes consultatifs (conseils et comités consultatifs), les organismes décisionnels (tribunaux administratifs et régies) et les organismes d'intermédiation (commissions) devront avoir leur siège social dans la capitale; les organismes de gestion (sociétés d'État et sociétés administratives) pourront avoir leur siège social ailleurs que dans la capitale, à l'exception des offices qui devront avoir leur siège social dans la capitale.

Figure 11

RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002



Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Au 31 mars 2002, sur les 159 organismes répertoriés, on dénombrait 133 organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement était nationale. Ceux-ci se répartissaient géographiquement de la façon suivante : 84 (63,1 %) dans la ville de Québec, 42 (31,6 %) dans la ville de Montréal et 7 (5,3 %) dans les autres régions (tableau 9).

Il est à noter que le choix de Québec comme siège social de la nouvelle Commission des relations du travail et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse est conforme au cadre de référence décrit ci-haut.

L'annexe 4 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2002.

3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2002, la localisation officielle des 159 sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés était la suivante : 93 (58,5 %) dans la ville de Québec, 53 (33,3 %) dans la ville de Montréal et 13 (8,2 %) dans les autres régions. Par rapport à 2000, c'est une baisse totale de 4 sièges sociaux : on compte 2 sièges sociaux de moins dans la ville de Québec, 4 de moins dans la ville de Montréal, mais 2 de plus dans les autres régions. Toutefois, depuis 1992, la ville de Québec a enregistré une augmentation à ce chapitre. Le nombre de sièges sociaux y est en effet passé de 89 à 93. La ville de Montréal a, pour sa part, connu une

Tableau 9

RÉPARTITION DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie	Type	Territoire			
		Ville de Québec	Ville de Montréal	Autres régions	Total
Organismes consultatifs	Conseils	19	6	0	25
	Sous-total (en nombre)	**19**	**6**	**0**	**25**
	Sous-total (en %)	**76,0**	**24,0**	**0,0**	**100**
Organismes décisionnels	Tribunaux administratifs	7	6	1	14
	Régies	10	10	1	21
	Sous-total (en nombre)	**17**	**16**	**2**	**35**
	Sous-total (en %)	**48,6**	**45,7**	**5,7**	**100**
Organismes de gestion	Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	4	0	0	4
	Sociétés d'assistance financière ou technique	10	4	0	14
	Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	7	0	0	7
	Sociétés d'État	4	2	2	8
	Offices	7	9	3	18
	Sous-total (en nombre)	**33**	**18**	**5**	**56**
	Sous-total (en %)	**58,9**	**32,1**	**8,9**	**100**
Organismes d'intermédiation	Commissions	15	2	0	17
	Sous-total (en nombre)	**15**	**2**	**0**	**17**
	Sous-total (en %)	**88,2**	**11,8**	**0,0**	**100**
Total (en nbre)		**84**	**42**	**7**	**133**
Total (en %)		**63,1**	**31,6**	**5,3**	**100**

Note : Les comités consultatifs, les « autres organismes », les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Au 31 mars 2002, sur les 159 organismes répertoriés, on dénombrait 133 organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement était nationale. Ceux-ci se répartissaient géographiquement de la façon suivante: 84 (63,1 %) dans la ville de Québec, 42 (31,6 %) dans la ville de Montréal et 7 (5,3 %) dans les autres régions (tableau 9).

Il est à noter que le choix de Québec comme siège social de la nouvelle Commission des relations du travail et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse est conforme au cadre de référence décrit ci-haut.

L'annexe 4 présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2002.

3.4 Évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2002, la localisation officielle des 159 sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés était la suivante : 93 (58,5 %) dans la ville de Québec, 53 (33,3 %) dans la ville de Montréal et 13 (8,2 %) dans les autres régions. Par rapport à 2000, c'est une baisse totale de 4 sièges sociaux : on compte 2 sièges sociaux de moins dans la ville de Québec, 4 de moins dans la ville de Montréal, mais 2 de plus dans les autres régions. Toutefois, depuis 1992, la ville de Québec a enregistré une augmentation à ce chapitre. Le nombre de sièges sociaux y est en effet passé de 89 à 93. La ville de Montréal a, pour sa part, connu une

Tableau 9

RÉPARTITION DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie	Type	Territoire			
		Ville de Québec	Ville de Montréal	Autres régions	Total
Organismes consultatifs	Conseils	19	6	0	25
	Sous-total (en nombre)	**19**	**6**	**0**	**25**
	Sous-total (en %)	**76,0**	**24,0**	**0,0**	**100**
Organismes décisionnels	Tribunaux administratifs	7	6	1	14
	Régies	10	10	1	21
	Sous-total (en nombre)	**17**	**16**	**2**	**35**
	Sous-total (en %)	**48,6**	**45,7**	**5,7**	**100**
Organismes de gestion	Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	4	0	0	4
	Sociétés d'assistance financière ou technique	10	4	0	14
	Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	7	0	0	7
	Sociétés d'État	4	2	2	8
	Offices	7	9	3	18
	Sous-total (en nombre)	**33**	**18**	**5**	**56**
	Sous-total (en %)	**58,9**	**32,1**	**8,9**	**100**
Organismes d'intermédiation	Commissions	15	2	0	17
	Sous-total (en nombre)	**15**	**2**	**0**	**17**
	Sous-total (en %)	**88,2**	**11,8**	**0,0**	**100**
Total (en nbre)		**84**	**42**	**7**	**133**
Total (en %)		**63,1**	**31,6**	**5,3**	**100**

Note : Les comités consultatifs, les « autres organismes », les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

baisse de 6 sièges sociaux et les autres régions ont connu une hausse de 3 sièges sociaux.

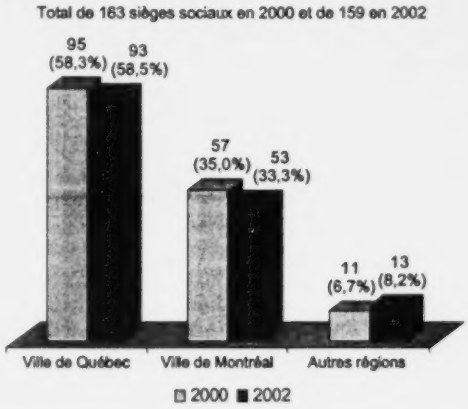
Ce solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs est le résultat de facteurs divers. Ainsi, la diminution du nombre de sièges sociaux dans la ville de Québec, depuis 1998, est attribuable notamment à certaines fusions d'organismes qui n'ont conservé qu'un seul siège social (organismes fusionnés dans le Tribunal administratif), à l'intégration d'organismes dans un ministère ou un fonds (Société de développement de la main-d'œuvre du Québec intégrée à Emploi-Québec) à la privatisation de certaines sociétés d'État (Parc technologique du Québec métropolitain, Société québécoise d'initiative pétrolière devenue SGF Chimie inc., etc.) ou à l'abolition de certains organismes comme les comités confessionnels du Conseil supérieur de l'éducation.

En somme, ce qui ressort de cette étude, essentiellement quantitative, c'est notamment que le nombre d'organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission a diminué de 4 de mars 2000 à mars 2002 et qu'on observe très peu de créations de nouveaux organismes gouvernementaux et par le fait même peu de changement dans la répartition des sièges sociaux entre la capitale nationale et les autres régions.

Dans l'annexe 5 sont exposées les modifications qui sont survenues dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 2000 et le 31 mars 2002 (tableau 10, figures 12 et 13).

Figure 12

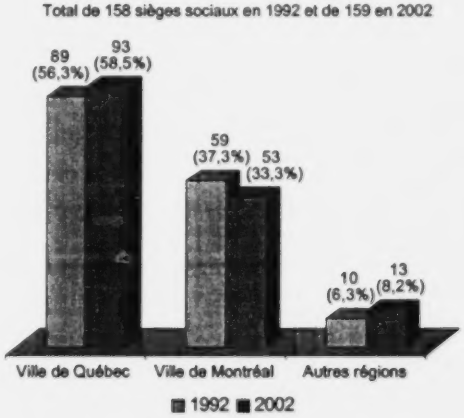
ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 2000 AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat à la capitale, 1993. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Figure 13

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2002



Sources : Secrétariat à la capitale, 1993. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 10

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2002

Territoire	Année										Variation	
	1992[1]		1996		1998		2000		2002		1992-2002	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	89	56,3	107	60,8	108	63,2	95	58,3	93	58,5	4	4,5
Ville de Montréal	59	37,3	57	32,4	53	31,0	57	35,0	53	33,3	-6	-10,2
Autres régions	10	6,3	12	6,8	10	5,8	11	6,7	13	8,2	3	30,0
Total	**158**	**100**	**176**	**100**	**171**	**100**	**163**	**100**	**159**	**100**	**1**	**0,6**

1. L'emplacement de sept sièges sociaux était indéterminé en 1992 dans l'étude du Secrétariat à la capitale.

Sources : Secrétariat à la capitale, 1993. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

Tableau 10

ÉVOLUTION ET RÉPARTITION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DU 31 MARS 1992 AU 31 MARS 2002

Territoire	Année										Variation	
	1992[1]		1996		1998		2000		2002		1992-2002	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ville de Québec	89	56,3	107	60,8	108	63,2	95	58,3	93	58,5	4	4,5
Ville de Montréal	59	37,3	57	32,4	53	31,0	57	35,0	53	33,3	-6	-10,2
Autres régions	10	6,3	12	6,8	10	5,8	11	6,7	13	8,2	3	30,0
Total	**158**	**100**	**176**	**100**	**171**	**100**	**163**	**100**	**159**	**100**	**1**	**0,6**

1. L'emplacement de sept sièges sociaux était indéterminé en 1992 dans l'étude du Secrétariat à la capitale.

Sources : Secrétariat à la capitale, 1993. Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

ANNEXES

ANNEXE 1

RELEVÉ DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

(Effectif assujetti **ou non** à la Loi sur la fonction publique du Québec [L.R.Q., c. F-3.1])

Nom de l'organisme:

Responsable ou dirigeant:

Adresse:

Apporter les corrections (s'il y a lieu)

Localisation du siège social de l'organisme (ville): _____

Année de création de l'organisme: _____

Répartition de l'effectif	Nombre d'employés au 31 mars 2002[1]					
	Québec[2] (nouvelle ville)	Montréal[3] (nouvelle ville)	Autre (ailleurs au Québec)	CMQ[4]	CMM[5]	Autre[6]
Employés réguliers						
Employés occasionnels						
Effectif total						
Personnel d'encadrement à l'intérieur de l'effectif total[7]						

Nom de la personne répondante pour ce relevé	Telephone
Commentaires (s'il y a lieu)	

Pour obtenir de l'information supplémentaire ou retourner le relevé avant le 1er juin 2002:

Monsieur Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone: (418) 528-0773
Télécopieur: (418) 528-0833
Courriel: herve.belanger@capitale.gouv.qc.ca

1. Données ayant servi à émettre la dernière paie du mois de mars 2002.
2. Territoire de l'ancienne Communauté urbaine de Québec (CUQ).
3. Territoire de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (CUM).
4. Communauté métropolitaine de Québec, incluant la ville de Québec.
5. Communauté métropolitaine de Montréal, incluant la ville de Montréal.
6. Ailleurs au Québec.
7. Personnel ayant le statut de cadre au sens de la Loi sur la fonction publique ou du règlement qui en tient lieu.

ANNEXE 1

RELEVÉ DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX
AU 31 MARS 2002

(Effectif assujetti **ou non** à la Loi sur la fonction publique du Québec [L.R.Q., c. F-3.1])

Nom de l'organisme:

Responsable ou dirigeant:

Adresse:

Apporter les corrections (s'il y a lieu)

Localisation du siège social de l'organisme (ville): _____

Année de création de l'organisme: _____

Répartition de l'effectif	Nombre d'employés au 31 mars 2002[1]					
	Québec[2] (nouvelle ville)	Montréal[3] (nouvelle ville)	Autre (ailleurs au Québec)	CMQ[4]	CMM[5]	Autre[6]
Employés réguliers						
Employés occasionnels						
Effectif total						
Personnel d'encadrement à l'intérieur de l'effectif total[7]						

Nom de la personne répondante pour ce relevé	Téléphone
Commentaires (s'il y a lieu)	

Pour obtenir de l'information supplémentaire ou retourner le relevé avant le 1er juin 2002:

Monsieur Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone: (418) 528-0773
Télécopieur: (418) 528-0833
Courriel: herve.belanger@capitale.gouv.qc.ca

1. Données ayant servi à émettre la dernière paie du mois de mars 2002.
2. Territoire de l'ancienne Communauté urbaine de Québec (CUQ).
3. Territoire de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (CUM).
4. Communauté métropolitaine de Québec, incluant la ville de Québec.
5. Communauté métropolitaine de Montréal, incluant la ville de Montréal.
6. Ailleurs au Québec.
7. Personnel ayant le statut de cadre au sens de la Loi sur la fonction publique ou du règlement qui en tient lieu.

ANNEXE 2

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre de la Justice												
Ministère de la Justice	**858**	**181**	**1 039**	**781**	**385**	**1 166**	**1 022**	**413**	**1 435**	**2 661**	**979**	**3 640**
Commission d'appel pour les autochtones du Québec[1]	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission des services juridiques	0	0	0	52	5	57	0	0	0	52	5	57
Conseil consultatif de l'ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Office des professions du Québec	36	8	43	0	0	0	0	0	0	36	8	43
Société québécoise d'information juridique	0	0	0	91	7	98	0	0	0	91	7	98
Tribunal administratif du Québec	118	6	124	125	7	132	0	0	0	243	13	256
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunal du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre de la Sécurité publique												
Ministère de la Sécurité publique	**1 132**	**112**	**1 244**	**132**	**215**	**347**	**1 301**	**179**	**1 480**	**2 565**	**506**	**3 071**
Commissaire à la déontologie policière	21	1	22	14	4	18	0	0	0	35	5	40
Commission québécoise des libérations conditionnelles	21	0	21	6	0	6	0	0	0	27	0	27
Coroner, Bureau du	31	2	33	21	8	29	0	0	0	52	10	62
École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	219	127	346	219	127	346
École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	7	0	7	7	0	7
Régie des alcools, des courses et des jeux	88	19	107	119	39	158	0	11	11	207	69	276
Sûreté du Québec	80	18	98	769	248	1 017	487	124	611	1 336	390	1 726

1. À l'annexe 6, des annotations expliquent les situations particulières de certains organismes.

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation												
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	**740**	**56**	**796**	**43**	**2**	**45**	**1 137**	**190**	**1 327**	**1 920**	**248**	**2 168**
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
Commission de protection du territoire agricole du Québec	58	11	69	0	0	0	45	8	53	103	19	122
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
La Financière agricole du Québec	116	8	124	0	0	0	404	137	541	520	145	665
La Financière agricole du Québec – Financement forestier	1	0	1	0	0	0	9	1	10	10	1	11
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	12	0	12	26	0	26	3	0	3	41	0	41
Ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale												
Commission de la capitale nationale du Québec	**20**	**20**	**40**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**20**	**20**	**40**
Ministre des Ressources naturelles												
Ministère des Ressources naturelles	**1 143**	**225**	**1368**	**49**	**8**	**57**	**868**	**197**	**1 065**	**2 060**	**430**	**2 490**
Agence de l'efficacité énergétique	25	7	32	0	0	0	0	0	0	25	7	32
Hydro-Québec	1 225	213	1 438	6 852	1 280	8 132	9 644	1 813	11 457	17 721	3 306	21 027
Régie de l'énergie	1	0	1	57	9	66	0	0	0	58	9	67
Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	60	15	75	60	15	75
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 2

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre de la Justice												
Ministère de la Justice	**858**	**181**	**1 039**	**781**	**385**	**1 166**	**1 022**	**413**	**1 435**	**2 661**	**979**	**3 640**
Commission d'appel pour les autochtones du Québec[1]	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission des services juridiques	0	0	0	52	5	57	0	0	0	52	5	57
Conseil consultatif de l'ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Office des professions du Québec	36	8	43	0	0	0	0	0	0	36	8	43
Société québécoise d'information juridique	0	0	0	91	7	98	0	0	0	91	7	98
Tribunal administratif du Québec	118	6	124	125	7	132	0	0	0	243	13	256
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunal du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre de la Sécurité publique												
Ministère de la Sécurité publique	**1 132**	**112**	**1 244**	**132**	**215**	**347**	**1 301**	**179**	**1 480**	**2 565**	**506**	**3 071**
Commissaire à la déontologie policière	21	1	22	14	4	18	0	0	0	35	5	40
Commission québécoise des libérations conditionnelles	21	0	21	6	0	6	0	0	0	27	0	27
Coroner, Bureau du	31	2	33	21	8	29	0	0	0	52	10	62
École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	219	127	346	219	127	346
École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	7	0	7	7	0	7
Régie des alcools, des courses et des jeux	88	19	107	119	39	158	0	11	11	207	69	276
Sûreté du Québec	80	18	98	769	248	1 017	487	124	611	1 336	390	1 726

1. À l'annexe 6, des annotations expliquent les situations particulières de certains organismes.

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation												
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	**740**	**56**	**796**	**43**	**2**	**45**	**1 137**	**190**	**1 327**	**1 920**	**248**	**2 168**
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
Commission de protection du territoire agricole du Québec	58	11	69	0	0	0	45	8	53	103	19	122
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
La Financière agricole du Québec	116	8	124	0	0	0	404	137	541	520	145	665
La Financière agricole du Québec – Financement forestier	1	0	1	0	0	0	9	1	10	10	1	11
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	12	0	12	26	0	26	3	0	3	41	0	41
Ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale												
Commission de la capitale nationale du Québec	**20**	**20**	**40**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**20**	**20**	**40**
Ministre des Ressources naturelles												
Ministère des Ressources naturelles	**1 143**	**225**	**1368**	**49**	**8**	**57**	**868**	**197**	**1 065**	**2 060**	**430**	**2 490**
Agence de l'efficacité énergétique	25	7	32	0	0	0	0	0	0	25	7	32
Hydro-Québec	1 225	213	1 438	6 852	1 280	8 132	9 644	1 813	11 457	17 721	3 306	21 027
Régie de l'énergie	1	0	1	57	9	66	0	0	0	58	9	67
Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	60	15	75	60	15	75
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre des Transports												
Ministère des Transports	**946**	**103**	**1 049**	**328**	**101**	**429**	**1 475**	**608**	**2 083**	**2 749**	**812**	**3 561**
Agence métropolitaine de transport	0	0	0	38	6	44	0	0	0	38	6	44
Commission des transports du Québec	63	11	74	71	6	77	0	0	0	134	17	151
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	1	2	3	0	1	1	0	0	0	1	3	4
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société de l'assurance automobile du Québec	1 766	185	1 951	273	128	401	693	216	909	2 732	529	3 261
Société des traversiers du Québec	120	39	159	0	0	0	190	112	302	310	151	461
Ministre d'État à la Culture et aux Communications et ministre de la Culture et des Communications												
Ministère de la Culture et des Communications	**440**	**98**	**538**	**142**	**59**	**201**	**160**	**57**	**217**	**742**	**214**	**956**
Secrétariat à la politique linguistique	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
Bibliothèque nationale du Québec	0	0	0	145	29	174	0	0	0	145	29	174
Commission de protection de la langue française	0	0	0	22	1	23	0	0	0	22	1	23
Commission de reconnaissance d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	4	2	6	0	0	0	4	2	6
Commission de toponymie	19	0	19	0	0	0	0	0	0	19	0	19
Commission des biens culturels du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de la langue française	20	0	20	1	0	1	0	0	0	21	0	21
Conseil des arts et des lettres du Québec	31	4	35	29	6	35	0	0	0	60	10	70
Musée d'art contemporain de Montréal	0	0	0	67	75	142	0	0	0	67	75	142
Musée de la civilisation	147	110	257	0	0	0	0	0	0	147	110	257
Musée des beaux-arts de Montréal	0	0	0	176	20	196	0	0	0	176	20	196

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Musée du Québec	109	35	144	0	0	0	0	0	0	109	35	144
Office de la langue française	84	10	94	121	7	128	13	1	14	218	18	236
Régie du cinéma	0	0	0	47	7	54	0	0	0	47	7	54
Société de développement des entreprises culturelles, Direction générale cinéma et production télévisuelle	7	0	7	79	26	105	0	0	0	86	26	112
Société de la Place des arts de Montréal	0	0	0	57	45	102	0	0	0	57	45	102
Société du Grand Théâtre de Québec	35	180	215	0	0	0	0	0	0	35	180	215
Télé-Québec	8	12	20	273	57	330	27	15	42	308	84	392
Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable du Développement du Nord québécois et ministre responsable de la Politique de la natalité												
Ministère des Régions	**76**	**13**	**89**	**0**	**0**	**0**	**86**	**12**	**98**	**162**	**25**	**187**
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	**142**	**44**	**186**	**774**	**385**	**1 159**	**213**	**75**	**288**	**1 129**	**504**	**1 633**
Commission d'accès à l'information	43	2	45	8	0	8	0	0	0	51	2	53
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10	2	12	124	7	131	21	7	28	155	16	171
Conseil des relations interculturelles	0	0	0	5	2	7	0	0	0	5	2	7
Curateur public	43	7	50	309	91	400	77	18	95	429	116	545
Office de la protection du consommateur	50	0	50	43	0	43	24	0	24	117	0	117

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux												
Ministère de la Santé et des Services sociaux	**645**	**89**	**734**	**35**	**12**	**47**	**0**	**0**	**0**	**680**	**101**	**781**
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	2	0	2	8	0	8	0	0	0	10	0	10
Comité de revue de l'utilisation des médicaments	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
Comités de révision de différents organismes de la santé	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Conseil consultatif de pharmacologie	9	1	10	0	0	0	0	0	0	9	1	10
Conseil de la santé et du bien-être	9	1	10	0	0	0	0	0	0	9	1	10
Conseil médical du Québec	5	2	7	0	0	0	0	0	0	5	2	7
Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Corporation d'hébergement du Québec	71	25	96	4	1	5	0	2	2	75	28	103
Corporation d'urgence-santé de la région de Montréal métropolitain	0	0	0	780	319	1 099	142	67	209	922	386	1 308
Héma-Québec	235	152	387	564	291	855	0	0	0	799	443	1 242
Institut national de santé publique du Québec	105	56	161	120	25	145	0	0	0	225	81	306
Office des personnes handicapées du Québec	11	0	11	12	3	15	117	14	131	140	17	157
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	4	3	7	12	7	19	0	0	0	16	10	26
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 146	198	1 344	99	49	148	0	0	0	1 245	247	1 492

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, ministre de la Famille et de l'Enfance, ministre responsable de la Condition féminine, ministre responsable des Aînés et présidente du Comité ministériel des affaires régionales et territoriale												
Ministère de la Famille et de l'Enfance	**134**	**22**	**156**	**220**	**35**	**255**	**59**	**9**	**68**	**413**	**66**	**479**
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	**1 281**	**302**	**1 583**	**368**	**145**	**513**	**1 808**	**818**	**2 626**	**3 457**	**1 265**	**4 722**
Conseil de la famille et de l'enfance	11	1	12	0	0	0	0	0	0	11	1	12
Conseil des aînés	5	1	6	0	0	0	0	0	0	5	1	6
Conseil du statut de la femme	33	4	37	5	0	5	20	0	20	58	4	62
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	6	0	6	0	0	0	11	0	11	17	0	17
Régie des rentes du Québec	777	103	880	133	29	162	28	2	30	938	134	1 072
Ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique et président du Conseil du trésor												
Conseil du trésor	**596**	**45**	**641**	**20**	**27**	**47**	**12**	**21**	**33**	**628**	**93**	**721**
Fonds	**3 626**	**749**	**4 375**	**2 135**	**726**	**2 861**	**4 133**	**1 148**	**5 281**	**9 894**	**2 623**	**12 517**
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	441	59	500	0	0	0	0	0	0	441	59	500
Commission de la fonction publique	29	4	33	0	0	0	0	0	0	29	4	33
Société immobilière du Québec	360	36	396	147	33	180	106	20	126	613	89	702

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie et ministre de l'Industrie et du Commerce												
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	**123**	**27**	**150**	**42**	**6**	**48**	**0**	**0**	**0**	**165**	**33**	**198**
Ministère de l'Industrie et du Commerce	**362**	**77**	**439**	**210**	**25**	**235**	**127**	**17**	**144**	**699**	**119**	**818**
Ministère des Finances	**649**	**28**	**677**	**6**	**1**	**7**	**0**	**1**	**1**	**655**	**30**	**685**
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	0	0	12	1	13	0	0	0	12	1	13
Caisse de dépôt et placement	6	0	6	324	57	381	0	0	0	330	57	387
Centre de recherche industrielle du Québec	251	3	254	74	1	75	1	0	1	326	4	330
Commission des valeurs mobilières du Québec	0	0	0	204	19	223	0	6	0	204	25	223
Conseil de la science et de la technologie	14	6	20	2	1	3	0	0	0	16	7	23
Fonds de recherche en santé du Québec	0	0	0	24	0	24	0	0	0	24	0	24
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	26	10	36	0	0	0	0	0	0	26	10	36
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	20	2	22	4	1	5	0	0	0	24	3	27
Inspecteur général des institutions financières	270	22	292	35	3	38	0	0	0	305	25	330
Institut de la statistique du Québec	160	76	236	41	76	117	0	0	0	201	152	353
Investissement-Québec	86	5	91	208	4	212	60	3	63	354	12	366
La Financière du Québec	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	5	0	5	0	0	0	0	0	0	5	0	5
Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	0	0	12	0	12	12	0	12
Société des alcools du Québec	216	171	387	198	222	420	2 323	2 570	4 893	2 737	2 963	5 700
Société des loteries du Québec	18	5	23	641	111	752	0	0	0	659	116	775

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	13	6	19	13	6	19
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1
Société Innovatech du Grand Montréal	0	0	0	33	5	38	1	0	1	34	5	39
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	12	0	12	12	0	12
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	17	0	17	0	0	0	0	0	0	17	0	17
Société Innovatech Régions ressources	9	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0	9
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi et ministre de l'Éducation												
Ministère de l'Éducation	**1 076**	**227**	**1 303**	**126**	**123**	**249**	**100**	**5**	**105**	**1 302**	**355**	**1 657**
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité de réexamen (CARRA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité de révision sur la langue d'enseignement	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	0	2
Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	13	0	13	0	0	0	13	0	13
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	29	0	29	0	0	0	0	0	0	29	0	29
Conseil supérieur de l'éducation	25	3	28	3	1	4	0	0	0	28	4	32
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	145	83	228	0	0	0	145	83	228
Unité des droits de recours, Aide financière aux études	7	3	10	0	0	0	0	0	0	7	3	10

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, ministre de l'Environnement et leader parlementaire du gouvernement												
Ministère de l'Environnement	970	128	1 098	73	5	78	570	117	687	1 613	250	1 863
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	376	36	412	99	13	112	40	1	41	515	50	565
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	49	11	60	0	0	0	0	0	0	49	11	60
Comité de déontologie policière	12	0	12	7	0	7	0	0	0	19	0	19
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission municipale du Québec	19	5	24	10	1	11	0	0	0	29	6	35
Immobilière SHQ	1	1	2	0	0	0	0	0	0	1	1	2
Régie des installations olympiques	0	0	0	162	326	488	0	0	0	162	326	488
Regie du logement	24	0	24	115	4	119	69	2	71	208	6	214
Société d'habitation du Québec	294	20	314	51	1	52	0	0	0	345	21	366
Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	84	92	176	0	0	0	84	92	176
Société québécoise d'assainissement des eaux	1	0	1	6	0	6	0	0	0	7	0	7
Société québécoise de récupération et de recyclage	9	0	9	29	0	29	0	0	0	38	0	38

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre d'État aux Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie												
Ministère des Relations internationales	365	18	383	20	1	21	43	1	44	428	20	448
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	0	0	6	0	6	0	0	0	6	0	6
Office franco-québécois pour la jeunesse	1	0	1	25	0	25	0	0	0	26	0	26
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	16	1	17	0	0	0	0	0	0	16	1	17
Ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport												
Secrétariat au loisir et au sport	35	0	35	1	0	1	19	0	19	55	0	55
Conseil permanent de la jeunesse	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
Fondation de la faune du Québec	16	0	16	0	0	0	0	0	0	16	0	16
Société de la faune et des parcs du Québec	251	36	287	120	6	126	517	137	654	888	179	1 067
Société des établissements de plein air du Québec	150	190	340	0	0	0	161	1 136	1 297	311	1 326	1 637
Société du Centre des congrès de Québec	62	7	69	0	0	0	0	0	0	62	7	69
Ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail et ministre du Travail												
Ministère du Travail	196	11	207	127	13	140	0	0	0	323	24	347
Bureau d'évaluation médicale	4	2	6	12	3	15	0	0	0	16	5	21
Commissaire de l'industrie de la construction	4	0	4	6	0	6	0	0	0	10	0	10
Commission de la construction du Québec	51	20	71	508	128	636	103	32	135	662	180	842
Commission de la santé et de la sécurité au travail	1 140	170	1 310	867	151	1 018	1 442	275	1 717	3 449	596	4 045
Commission de l'équité salariale	41	6	47	6	0	6	0	0	0	47	6	53
Commission des lésions professionnelles	102	4	106	136	4	140	185	7	192	423	15	438
Commission des normes du travail	220	26	246	117	32	149	121	30	151	458	88	546

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Commission des relations du travail	2	0	2	3	0	3	0	0	0	5	0	5
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
Conseil des services essentiels	2	0	2	18	0	18	0	0	0	20	0	20
Institut de recherche en santé et sécurité au travail	0	0	0	130	0	130	0	0	0	130	0	130
Régie du bâtiment du Québec	90	15	105	108	20	128	198	47	245	396	82	478
Premier ministre												
Ministère du Conseil exécutif	**369**	**31**	**400**	**10**	**3**	**13**	**9**	**0**	**9**	**388**	**34**	**422**
Conseil de l'Ordre national du Québec, Secrétariat de l'Ordre national du Québec	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Société générale de financement du Québec	55	2	57	126	7	133	9	0	9	190	9	199
Présidente de l'Assemblée nationale												
Assemblée nationale du Québec	**444**	**193**	**637**	**3**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**447**	**193**	**640**
Comité consultatif sur la loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission de la représentation (DGE)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur général des élections	180	39	219	5	0	5	0	0	0	185	39	224
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Protecteur du citoyen	57	10	67	28	2	30	0	0	0	85	12	97
Vérificateur général	149	3	152	45	2	47	0	0	0	194	5	199

ANNEXE 2 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Nom de l'organisme												
Ministre du Revenu												
Ministère du Revenu	2 114	663	2 777	1 309	694	2 003	1 316	459	1 775	4 739	1 816	6 555
Total	30 701	5 910	36 611	23 668	7 231	30 899	32 077	11 292	43 369	86 446	24 433	110 879

Localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	36 611	33,0 %
Ville de Montréal	30 899	27,9 %
Autres régions	43 369	39,1 %
Total	110 879	100 %

ANNEXE 3

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre de la Justice					
Ministère de la Justice	57	29	42	128	
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	Val-d'Or
Commission des services juridiques	0	6	0	6	Montréal
Conseil consultatif de l'ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	Montréal
Conseil de la justice administrative	0	0	0	0	Québec
Conseil de la magistrature	1	0	0	1	Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	1	0	1	Montréal
Office des professions du Québec	2	0	0	2	Québec
Société québécoise d'information juridique	0	0	0	0	Montréal
Tribunal administratif du Québec	8	4	0	12	Québec
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	0	Montréal
Tribunal des professions	0	0	0	0	Montréal
Tribunal du travail	0	0	0	0	Montréal
Ministre de la Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique	83	104	125	312	
Commissaire à la déontologie policière	2	0	0	2	Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	0	0	1	Québec
Coroner, Bureau du	0	0	0	0	Québec
École nationale de police du Québec	0	0	19	19	Nicolet
École nationale des pompiers du Québec	0	0	2	2	Laval
Régie des alcools, des courses et des jeux	6	3	0	9	Québec
Sûreté du Québec	2	42	7	51	Montréal

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation					
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	56	2	62	120	
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	Grande-Rivière
Commission de protection du territoire agricole du Québec	3	0	2	5	Québec
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	Québec
La Financière agricole du Québec	7	0	25	32	Québec
La Financière agricole du Québec – Financement forestier	0	0	1	1	Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	0	1	0	1	Montréal
Ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale					
Commission de la capitale nationale du Québec	5	0	0	5	Québec
Ministre des Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles	80	3	57	140	
Agence de l'efficacité énergétique	3	0	0	3	Québec
Hydro-Québec	105	711	866	1682	Montréal
Régie de l'énergie	0	7	0	7	Montréal
Société de développement de la Baie-James	0	0	7	7	Chibougamau
Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	Chisasibi
Société nationale de l'amiante	0	0	2	2	Thetford Mines

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS DES SIÈGES CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre des Transports					
Ministère des Transports	82	25	127	234	
Agence métropolitaine de transport	0	6	0	6	Montréal
Commission des transports du Québec	4	3	0	7	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	0	0	0	0	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	Québec
Société de l'assurance automobile du Québec	91	11	48	150	Québec
Société des traversiers du Québec	10	0	4	14	Québec
Ministre d'État à la Culture et aux Communications et ministre de la Culture et des Communications					
Ministère de la Culture et des Communications	45	6	14	65	
Secrétariat à la politique linguistique	1	0	0	1	
Bibliothèque nationale du Québec	0	6	0	6	Montréal
Commission de protection de la langue française	0	1	0	1	Montréal
Commission de reconnaissance d'artistes et des associations de producteurs	0	3	0	3	Montréal
Commission de toponymie	1	0	0	1	Québec
Commission des biens culturels du Québec	0	0	0	0	Québec
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	Québec
Conseil de la langue française	3	0	0	3	Québec
Conseil des arts et des lettres du Québec	3	2	0	5	Québec
Musée d'art contemporain de Montréal	0	9	0	9	Montréal
Musée de la civilisation	11	0	0	11	Québec
Musée des beaux-arts de Montréal	0	19	0	19	Montréal

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Musée du Québec	7	0	0	7	Québec
Office de la langue française	6	7	0	13	Montréal
Régie du cinéma	0	4	0	4	Montréal
Société de développement des entreprises culturelles, Direction générale cinéma et production télévisuelle	1	8	0	9	Montréal
Société de la Place des arts de Montréal	0	8	0	8	Montréal
Société du Grand Théâtre de Québec	7	0	0	7	Québec
Société de télé-diffusion du Québec	0	24	0	24	Montréal
Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable du Développement du Nord québécois et ministre responsable de la Politique de la natalité					
Ministère des Régions	94	1	17	112	
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	12	43	10	65	
Commission d'accès à l'information	3	0	0	3	Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1	9	0	10	Montréal
Conseil des relations interculturelles	0	1	0	1	Montréal
Curateur public	2	21	3	26	Montréal
Office de la protection du consommateur	3	2	5	10	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DU LIEU DE TRAVAIL DES DIRIGEANTS DES SIÈGES SOCIAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux					
Ministère de la Santé et des Services sociaux	63	1	0	64	
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	0	2	0	2	Québec
Comité de revue de l'utilisation des médicaments	0	0	0	0	Québec
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	1	0	1	Montréal
Comités de révision de différents organismes de la santé	0	0	0	0	Québec
Conseil consultatif de pharmacologie	1	0	0	1	Québec
Conseil de la santé et du bien-être	1	0	0	1	Québec
Conseil médical du Québec	0	0	0	0	Québec
Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	0	0	0	0	Québec
Corporation d'hébergement du Québec	12	1	0	13	Québec
Corporation d'urgence-santé de la région de Montréal métropolitain	0	72	13	85	Montréal
Héma-Québec	23	72	0	95	Montréal
Institut national de santé publique du Québec	13	8	0	21	Québec
Office des personnes handicapées du Québec	0	0	6	6	Drummondville
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	1	1	0	2	Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec	62	3	0	65	Québec

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, ministre de la Famille et de l'Enfance, ministre responsable de la Condition féminine, ministre responsable des Aînés et présidente du Comité ministériel des affaires régionales et territoriales					
Ministère de la Famille et de l'Enfance	17	13	2	32	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	76	14	114	204	
Conseil de la famille et de l'enfance	1	0	0	1	Québec
Conseil des aînés	1	0	0	1	Québec
Conseil du statut de la femme	3	0	0	3	Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1	0	1	2	Québec
Régie des rentes du Québec	34	6	0	40	Québec
Ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique et président du Conseil du trésor					
Conseil du trésor	72	1	0	73	
Fonds	197	98	236	531	
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	22	0	0	22	Québec
Commission de la fonction publique	4	0	0	4	Québec
Société immobilière du Québec	23	8	9	40	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL DES DIRIGEANTS DES SIÈGES SOCIAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie et ministre de l'Industrie et du Commerce					
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	14	3	0	17	
Ministère de l'Industrie et du Commerce	32	14	15	61	
Ministère des Finances	1	0	0	1	
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	4	0	4	Montréal
Caisse de dépôt et placement	1	50	0	51	Québec
Centre de recherche industrielle du Québec	17	4	0	21	Québec
Commission des valeurs mobilières du Québec	0	26	6	32	Montréal
Conseil de la science et de la technologie	2	0	0	2	Québec
Fonds de recherche en santé du Québec	0	2	0	2	Montréal
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	2	0	0	2	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	2	0	0	2	Québec
Inspecteur général des institutions financières	22	1	0	23	Québec
Institut de la statistique du Québec	10	2	0	12	Québec
Investissement-Québec	8	24	2	34	Québec
La Financière du Québec	0	1	0	1	Montréal
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	1	0	0	1	Québec
Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	5	5	Mirabel
Société des alcools du Québec	39	30	497	566	Montréal
Société des loteries du Québec	4	107	0	111	Montréal

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Nom de l'organisme					
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	4	4	Bécancour
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	0	0	0	0	Lévis
Société Innovatech du Grand Montréal	0	6	0	6	Montréal
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	7	7	Sherbrooke
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	14	0	0	14	Québec
Société Innovatech Régions ressources	4	0	0	4	Québec
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	Montréal
Ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi et ministre de l'Éducation					
Ministère de l'Éducation	81	7	10	98	
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	Montréal
Comité de réexamen (CARRA)	0	0	0	0	Québec
Comité de révision sur la langue d'enseignement	0	0	0	0	Montréal
Commission consultative de l'enseignement privé	0	0	0	0	Québec
Commission des partenaires du marché du travail	0	2	0	2	Montréal
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1	0	0	1	Québec
Conseil supérieur de l'éducation	3	0	0	3	Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	10	0	10	Montréal
Unité des droits de recours, Aide financière aux études	0	0	0	0	Québec

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, ministre de l'Environnement et leader parlementaire du gouvernement					
Ministère de l'Environnement	66	4	27	97	
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	42	19	0	61	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	2	0	0	2	Québec
Comité de déontologie policière	2	4	0	6	Québec
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	Montréal
Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	Québec
Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	0	0	0	0	Québec
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	Kuujjuaq
Commission municipale du Québec	2	0	0	2	Québec
Immobilière SHQ	0	0	0	0	Québec
Régie des installations olympiques	0	23	0	23	Montréal
Régie du logement	0	4	1	5	Montréal
Société d'habitation du Québec	18	1	0	19	Québec
Société du Palais des congrès de Montréal	0	11	0	11	Montréal
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	1	0	1	Montréal
Société québécoise de récupération et de recyclage	2	3	0	5	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES SIÈGES SOCIAUX DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre d'État aux Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie					
Ministère des Relations internationales	50	1	16	67	
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	1	0	1	Montréal
Office franco-québécois pour la jeunesse	0	3	0	3	Montréal
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2	0	0	2	Québec
Ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport					
Secrétariat au loisir et au sport	3	0	0	3	
Conseil permanent de la jeunesse	2	0	0	2	Québec
Fondation de la faune du Québec	1	0	0	1	Québec
Société de la faune et des parcs du Québec	22	3	50	75	Québec
Société des établissements de plein air du Québec	26	0	55	81	Québec
Société du Centre des congrès de Québec	9	0	0	9	Québec
Ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail et ministre du Travail					
Ministère du Travail	16	10	0	26	
Bureau d'évaluation médicale	1	1	0	2	Québec
Commissaire de l'industrie de la construction	1	0	0	1	Québec
Commission de la construction du Québec	4	77	11	92	Montréal
Commission de la santé et de la sécurité au travail	60	45	74	179	Québec
Commission de l'équité salariale	3	2	0	5	Québec
Commission des lésions professionnelles	3	3	0	6	Québec

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL DES DIRIGEANTS DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Commission des normes du travail	14	4	6	24	Québec
Commission des relations du travail	0	0	0	0	Québec
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	1	0	1	Montréal
Conseil des services essentiels	1	4	0	5	Montréal
Institut de recherche en santé et sécurité au travail	0	13	0	13	Montréal
Régie du bâtiment du Québec	8	8	16	32	Montréal
Premier ministre					
Ministère du Conseil exécutif	72	5	2	79	
Conseil de l'Ordre national du Québec, Secrétariat de l'Ordre national du Québec	1	0	0	1	Québec
Société générale de financement du Québec	1	1	0	2	Montréal
Présidente de l'Assemblée nationale					
Assemblée nationale du Québec	36	1	0	37	
Comité consultatif sur la loi électorale	0	0	0	0	Québec
Commission de la représentation (DGE)	0	0	0	0	Québec
Conseil du référendum	0	0	0	0	Québec
Directeur général des élections	14	0	0	14	Québec
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	0	0	0	0	Québec
Protecteur du citoyen	5	1	0	6	Québec
Vérificateur général	15	4	0	19	Québec

ANNEXE 3 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (MINISTÈRES ET ORGANISMES) ET DES SIÈGES SOCIAUX (ORGANISMES) AU 31 MARS 2002

Nom de l'organisme	QUÉBEC	MONTRÉAL	AUTRES RÉGIONS	LE QUÉBEC	LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL
Ministre du Revenu					
Ministère du Revenu	124	76	77	277	
Total	2 321	2 060	2 707	7 088	

Localisation de l'effectif d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	2 321	32,8 %
Ville de Montréal	2 060	29,1 %
Autres régions	2 707	38,2 %
Total	7 088	100 %

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	93	58,5 %
Ville de Montréal	53	33,3 %
Autres régions	13	8,2 %
Total	159	100 %

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS DES SIÈGES SOCIAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

ANNEXE 4

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 1 : ORGANISMES CONSULTATIFS	
Conseils	
La fonction dominante des conseils est la consultation.	
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	Montréal
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	Montréal
Commission des partenaires du marché du travail	Montréal
Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	Montréal
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	Montréal
Conseil des relations interculturelles	Montréal
Comité consultatif sur la Loi électorale	Québec
Comités de révision de différents organismes de la santé	Québec
Commission consultative de l'enseignement privé	Québec
Commission des biens culturels du Québec	Québec
Conseil consultatif de la lecture et du livre	Québec
Conseil consultatif de pharmacologie	Québec
Conseil de la famille et de l'enfance	Québec
Conseil de la justice administrative	Québec
Conseil de la langue française	Québec
Conseil de la santé et du bien-être	Québec
Conseil de la science et de la technologie	Québec
Conseil de l'Ordre national du Québec, Secrétariat de l'Ordre national du Québec	Québec
Conseil des aînés	Québec
Conseil du statut de la femme	Québec
Conseil médical du Québec	Québec
Conseil permanent de la jeunesse	Québec
Conseil supérieur de l'éducation	Québec
Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	Québec
Forum des intervenants de l'industrie du taxi	Québec
Ville de Québec	19
Ville de Montréal	6
Autres régions	0
Total partiel	25

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Tribunaux administratifs	
La fonction dominante des tribunaux administratifs est la fonction juridictionnelle.	
Comité de révision de l'aide juridique	Montréal
Comité de révision sur la langue d'enseignement	Montréal
Commission de protection de la langue française	Montréal
Tribunal des droits de la personne	Montréal
Tribunal des professions	Montréal
Tribunal du travail	Montréal
Comité de déontologie policière	Québec
Commissaire de l'industrie de la construction	Québec
Commission d'accès à l'information	Québec
Commission des lésions professionnelles	Québec
Commission municipale du Québec	Québec
Conseil du référendum	Québec
Tribunal administratif du Québec	Québec
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	Val-d'Or
Ville de Québec	7
Ville de Montréal	6
Autres régions	1
Total partiel	14

Régies	
La fonction dominante des régies est la régulation.	
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	Grande-Rivière
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	Montréal
Commission de la construction du Québec	Montréal
Commission de reconnaissance d'artistes et des associations de producteurs	Montréal
Commission des valeurs mobilières du Québec	Montréal
Office de la langue française	Montréal
Régie de l'énergie	Montréal
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Montréal

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 2 : ORGANISMES DÉCISIONNELS (suite)	
Régies	
La fonction dominante des régies est la régulation.	
Régie du bâtiment du Québec	Montréal
Régie du cinéma	Montréal
Régie du logement	Montréal
Commission de la représentation (DGE)	Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Québec
Commission de toponymie	Québec
Commission des normes du travail	Québec
Commission des transports du Québec	Québec
Directeur général des élections	Québec
Inspecteur général des institutions financières	Québec
Office de la protection du consommateur	Québec
Office des professions du Québec	Québec
Régie des alcools, des courses et des jeux	Québec
Ville de Québec	10
Ville de Montréal	10
Autres régions	1
Total partiel	21
CATÉGORIE 3 : ORGANISMES DE GESTION	
Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	
La fonction dominante des sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Commission de la capitale nationale du Québec	Québec
Corporation d'hébergement du Québec	Québec
Société des traversiers du Québec	Québec
Société immobilière du Québec	Québec
Ville de Québec	4
Ville de Montréal	0
Autres régions	0
Total partiel	4

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 3 : ORGANISMES DE GESTION	
Sociétés d'assistance financière ou technique	
La fonction dominante des sociétés d'assistance financière ou technique est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Centre de recherche industrielle du Québec	Québec
Fondation de la faune du Québec	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	Québec
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	Québec
Immobilière SHQ	Québec
Investissement-Québec	Québec
La Financière du Québec	Montréal
La Financière agricole du Québec	Québec
La Financière agricole du Québec - Financement forestier	Québec
Société de développement des entreprises culturelles, Direction générale cinéma et production télévisuelle	Montréal
Société de la faune et des parcs du Québec	Québec
Société d'habitation du Québec	Québec
Société nationale du cheval de course	Montréal
Société québécoise d'assainissement des eaux	Montréal
Ville de Québec	10
Ville de Montréal	4
Autres régions	0
Total partiel	14
Sociétés de gestion des régimes de retraite ou d'assurances	
La fonction dominante des sociétés de gestion des régimes de retraite ou d'assurances est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Québec
Commission de la santé et de la sécurité au travail	Québec
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	Québec
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec	Québec
Régie des rentes du Québec	Québec
Société de l'assurance automobile du Québec	Québec
Ville de Québec	7
Ville de Montréal	0
Autres régions	0
Total partiel	7

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 3 : ORGANISMES DE GESTION (suite)	
Sociétés de services	
La fonction dominante des sociétés de services est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Curateur public	Montréal
Société de télé-diffusion du Québec	Montréal
Société québécoise de récupération et de recyclage	Québec
Société québécoise d'information juridique	Montréal
Ville de Québec	1
Ville de Montréal	3
Autres régions	0
Total partiel	4
Sociétés d'État	
La fonction dominante des sociétés d'État est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Caisse de dépôt et placement	Québec
Hydro-Québec	Montréal
Société de développement de la Baie-James	Chibougamau
Société des alcools du Québec	Montréal
Société des établissements de plein air du Québec	Québec
Société des loteries du Québec	Montréal
Société générale de financement du Québec	Montréal
Société nationale de l'amiante	Thetford Mines
Ville de Québec	4
Ville de Montréal	2
Autres régions	2
Total partiel	8

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 3 : ORGANISMES DE GESTION (suite)	
Offices	
La fonction dominante des offices est la gestion de nature autre que commerciale, financière ou industrielle.	
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	Montréal
Bibliothèque nationale du Québec	Montréal
Commission des services juridiques	Montréal
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	Québec
Conseil des arts et des lettres du Québec	Québec
Coroner, Bureau du	Québec
École nationale de police du Québec	Nicolet
École nationale des pompiers du Québec	Laval
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs	Montréal
Fonds de recherche en santé du Québec	Montréal
Héma-Québec	Montréal
Institut de la statistique du Québec	Québec
Institut de recherche en santé et sécurité au travail	Montréal
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Montréal
Institut national de santé publique du Québec	Québec
Office des personnes handicapées du Québec	Drummondville
Office franco-québécois pour la jeunesse	Montréal
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Québec
Ville de Québec	7
Ville de Montréal	9
Autres régions	3
Total partiel	19

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 4: ORGANISMES D'INTERMÉDIATION	
Commissions	
La fonction dominante des commissions est l'une ou l'autre des suivantes : étude, examen, enquête, évaluation, conciliation.	
Agence de l'efficacité énergétique	Québec
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Québec
Bureau d'évaluation médicale	Québec
Comité de réexamen (CARRA)	Québec
Comité de revue de l'utilisation des médicaments	Québec
Commissaire à la déontologie policière	Québec
Commission de l'équité salariale	Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Montréal
Commission des relations du travail	Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Québec
Conseil de la magistrature	Québec
Conseil des services essentiels	Montréal
Protecteur du citoyen	Québec
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	Québec
Unité des droits de recours, Aide financière aux études	Québec
Vérificateur général	Québec
Ville de Québec	**15**
Ville de Montréal	**2**
Autres régions	**0**
Total partiel	**17**

ANNEXE 4 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DONT LA ZONE DE RAYONNEMENT EST NATIONALE, AU 31 MARS 2002

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale, au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	84	(63,1 %)
Ville de Montréal	42	(31,6 %)
Autres régions	7	(5,3 %)
Total	**133**	**(100 %)**

Population d'organismes visée :

Les organismes retenus sont ceux qui répondent aux critères suivants :

- organismes dont la zone de rayonnement est nationale (et non locale ou régionale) ;
- organismes de nature permanente dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois.

Les autres organismes, les comités consultatifs, les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus de cette compilation.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2002.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2002.

ANNEXE 5

MODIFICATIONS INTRODUITES DANS LA LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ENTRE LE 31 MARS 2000 ET LE 31 MARS 2002

CRÉATION D'ORGANISMES

- Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé
- Comités de révision de différents organismes de la santé
- Commission des relations du travail
- École nationale des pompiers du Québec
- Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
- Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
- Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général
- Forum des intervenants de l'industrie du taxi
- La Financière agricole du Québec
- La Financière agricole du Québec - Financement forestier
- La Financière du Québec
- Office Québec-Amériques pour la jeunesse
- Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux

ABOLITION, FUSION, INTÉGRATION OU PRIVATISATION D'ORGANISMES

- Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation
- Comité de désignation des arbitres (régimes complémentaires de retraite)
- Comité de suivi des décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi
- Comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation
- Comités de révision de l'assurance-maladie
- Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole
- Commissaire aux plaintes en matière de santé et de services sociaux
- Conseil d'évaluation des technologies de la santé
- Conseil québécois de la recherche sociale
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (intégré au ministère de la Culture et des Communications)
- Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
- Grande Bibliothèque du Québec (intégrée à la Bibliothèque nationale du Québec)
- Parc technologique du Québec métropolitain
- Régie des assurances agricoles du Québec
- Société de financement agricole
- Société d'Investissement jeunesse

ORGANISMES DONT LE NOM A ÉTÉ MODIFIÉ

- Le Conseil de l'Ordre des sages-femmes du Québec est devenu le Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec.
- L'Institut de police du Québec est devenu l'École nationale de police du Québec.
- Le Comité d'examen des demandes dérogatoires (aide financière aux étudiants) est devenu l'Unité des droits de recours, Aide financière aux études.

ANNEXE 6

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Agence de l'efficacité énergétique	25	7	32	0	0	0	0	0	0	25	7	32
	Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	0	0	0	12	1	13	0	0	0	12	1	13
	Agence métropolitaine de transport	0	0	0	38	6	44	0	0	0	38	6	44
	Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	0	0	0	6	0	6	0	0	0	6	0	6
	Assemblée nationale du Québec	444	193	637	3	0	3	0	0	0	447	193	640
	Bibliothèque nationale du Québec	0	0	0	145	29	174	0	0	0	145	29	174
	Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	3	5	2	3	5
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	49	11	60	0	0	0	0	0	0	49	11	60
	Bureau d'évaluation médicale	4	2	6	12	3	15	0	0	0	16	5	21
	Caisse de dépôt et placement	6	0	6	324	57	381	0	0	0	330	57	387
	Centre de recherche industrielle du Québec	251	3	254	74	1	75	1	0	1	326	4	330
	Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	2	0	2	8	0	8	0	0	0	10	0	10
1	Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité de déontologie policière	12	0	12	7	0	7	0	0	0	19	0	19
3	Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Comité de révision sur la langue d'enseignement	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2	0	2
	Comité de revue de l'utilisation des médicaments	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
	Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
5	Comités de réexamen (CARRA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comités de révision de différents organismes de la santé	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Commissaire à la déontologie policière	21	1	22	14	4	18	0	0	0	35	5	40
	Commissaire de l'industrie de la construction	4	0	4	6	0	6	0	0	0	10	0	10
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	441	59	500	0	0	0	0	0	0	441	59	500
	Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Commission d'accès à l'information	43	2	45	8	0	8	0	0	0	51	2	53
6	Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commission de la capitale nationale du Québec	20	20	40	0	0	0	0	0	0	20	20	40
	Commission de la construction du Québec	51	20	71	508	128	636	103	32	135	662	180	842
	Commission de la fonction publique	29	4	33	0	0	0	0	0	0	29	4	33
	Commission de la qualité de l'environnement Kativik	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
7	Commission de la représentation (DGE)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commission de la santé et de la sécurité au travail	1 140	170	1 310	867	151	1 018	1 442	275	1 717	3 449	596	4 045
	Commission de l'équité salariale	41	6	47	6	0	6	0	0	0	47	6	53
	Commission de protection de la langue française	0	0	0	22	1	23	0	0	0	22	1	23
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	58	11	69	0	0	0	45	8	53	103	19	122

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	4	2	6	0	0	0	4	2	6
	Commission de toponymie	19	0	19	0	0	0	0	0	0	19	0	19
	Commission des biens culturels du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10	2	12	124	7	131	21	7	28	155	16	171
	Commission des lésions professionnelles	102	4	106	136	4	140	185	7	192	423	15	438
	Commission des normes du travail	220	26	246	117	32	149	121	30	151	458	88	546
	Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	13	0	13	0	0	0	13	0	13
	Commission des relations du travail	2	0	2	3	0	3	0	0	0	5	0	5
	Commission des services juridiques	0	0	0	52	5	57	0	0	0	52	5	57
	Commission des transports du Québec	63	11	74	71	6	77	0	0	0	134	17	151
	Commission des valeurs mobilières du Québec	0	0	0	204	19	223	0	6	0	204	25	223
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	29	0	29	0	0	0	0	0	0	29	0	29
	Commission municipale du Québec	19	5	24	10	1	11	0	0	0	29	6	35
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	21	0	21	6	0	6	0	0	0	27	0	27
8	Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil consultatif de pharmacologie	9	1	10	0	0	0	0	0	0	9	1	10
9	Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
	Conseil de la famille et de l'enfance	11	1	12	0	0	0	0	0	0	11	1	12
	Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	Conseil de la langue française	20	0	20	1	0	1	0	0	0	21	0	21

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
	Conseil de la santé et du bien-être	9	1	10	0	0	0	0	0	0	9	1	10
	Conseil de la science et de la technologie	14	6	20	2	1	3	0	0	0	16	7	23
	Conseil de l'Ordre national du Québec, Secrétariat de l'Ordre national du Québec	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Conseil des aînés	5	1	6	0	0	0	0	0	0	5	1	6
	Conseil des arts et des lettres du Québec	31	4	35	29	6	35	0	0	0	60	10	70
	Conseil des relations interculturelles	0	0	0	5	2	7	0	0	0	5	2	7
	Conseil des services essentiels	2	0	2	18	0	18	0	0	0	20	0	20
10	Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil du statut de la femme	33	4	37	5	0	5	20	0	20	58	4	62
	Conseil du trésor	596	45	641	20	27	47	12	21	33	628	93	721
	Conseil médical du Québec	5	2	7	0	0	0	0	0	0	5	2	7
	Conseil permanent de la jeunesse	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
	Conseil supérieur de l'éducation	25	3	28	3	1	4	0	0	0	28	4	32
	Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Coroner (Bureau du)	31	2	33	21	8	29	0	0	0	52	10	62
	Corporation d'hébergement du Québec	71	25	96	4	1	5	0	2	2	75	28	103
	Corporation d'urgence-santé de la région de Montréal métropolitain	0	0	0	780	319	1 099	142	67	209	922	386	1 308
	Curateur public	43	7	50	309	91	400	77	18	95	429	116	545
	Directeur général des élections	180	39	219	5	0	5	0	0	0	185	39	224
	École nationale de police du Québec	0	0	0	0	0	0	219	127	346	219	127	346
	École nationale des pompiers du Québec	0	0	0	0	0	0	7	0	7	7	0	7
	Fondation de la faune du Québec	16	0	16	0	0	0	0	0	0	16	0	16

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
11	Fondation Jean-Charles-Bonenfant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Fonds	3 626	749	4 375	2 135	726	2 861	4 133	1 148	5 281	9 894	2 623	12 517
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
13	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonds de recherche en santé du Québec	0	0	0	24	0	24	0	0	0	24	0	24
14	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	26	10	36	0	0	0	0	0	0	26	10	36
15	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	20	2	22	4	1	5	0	0	0	24	3	27
	Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	1	2	3	0	1	1	0	0	0	1	3	4
16	Forum des intervenants de l'industrie du taxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Héma-Québec	235	152	387	564	291	855	0	0	0	799	443	1242
	Hydro-Québec	1 225	213	1 438	6 852	1 280	8 132	9 644	1 813	11 457	17 721	3 306	21 027
	Immobilière SHQ	1	1	2	0	0	0	0	0	0	1	1	2
	Inspecteur général des institutions financières	270	22	292	35	3	38	0	0	0	305	25	330
	Institut de la statistique du Québec	160	76	236	41	76	117	0	0	0	201	152	353
	Institut de recherche en santé et sécurité au travail	0	0	0	130	0	130	0	0	0	130	0	130
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	145	83	228	0	0	0	145	83	228
	Institut national de santé publique du Québec	105	56	161	120	25	145	0	0	0	225	81	306
	Investissement-Québec	86	5	91	208	4	212	60	3	63	354	12	366
17	La Financière agricole du Québec	116	8	124	0	0	0	404	137	541	520	145	665
	La Financière agricole du Québec – Financement forestier	1	0	1	0	0	0	9	1	10	10	1	11
18	La Financière du Québec	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	Nom de l'organisme												
	Ministère de la Culture et des Communications	440	98	538	142	59	201	160	57	217	742	214	956
	Ministère de la Famille et de l'Enfance	134	22	156	220	35	255	59	9	68	413	66	479
	Ministère de la Justice	858	181	1 039	781	385	1 166	1 022	413	1 435	2 661	979	3 640
	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	123	27	150	42	6	48	0	0	0	165	33	198
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	645	89	734	35	12	47	0	0	0	680	101	781
	Ministère de la Sécurité publique	1 132	112	1 244	132	215	347	1 301	179	1 480	2 565	506	3 071
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	740	56	796	43	2	45	1 137	190	1 327	1 920	248	2 168
	Ministère de l'Éducation	1 076	227	1 303	126	123	249	100	5	105	1 302	355	1 657
	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 281	302	1 583	368	145	513	1 808	818	2 626	3 457	1 265	4 722
	Ministère de l'Environnement	970	128	1 098	73	5	78	570	117	687	1 613	250	1 863
	Ministère de l'Industrie et du Commerce	362	77	439	210	25	235	127	17	144	699	119	818
	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	376	36	412	99	13	112	40	1	41	515	50	565
	Ministère des Finances	649	28	677	6	1	7	0	1	1	655	30	685
	Ministère des Régions	76	13	89	0	0	0	86	12	98	162	25	187
	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	142	44	186	774	385	1 159	213	75	288	1 129	504	1 633
	Ministère des Relations internationales	365	18	383	20	1	21	43	1	44	428	20	448
	Ministère des Ressources naturelles	1 143	225	1 368	49	8	57	868	197	1 065	2 060	430	2 490
	Ministère des Transports	946	103	1 049	328	101	429	1 475	608	2 083	2 749	812	3 561
	Ministère du Conseil exécutif	369	31	400	10	3	13	9	0	9	388	34	422
	Ministère du Revenu	2 114	663	2 777	1 309	694	2 003	1 316	459	1 775	4 739	1 816	6 555
	Ministère du Travail	196	11	207	127	13	140	0	0	0	323	24	347
	Musée d'art contemporain de Montréal	0	0	0	67	75	142	0	0	0	67	75	142

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Musée de la civilisation	147	110	257	0	0	0	0	0	0	147	110	257
	Musée des beaux-arts de Montréal	0	0	0	176	20	196	0	0	0	176	20	196
	Musée du Québec	109	35	144	0	0	0	0	0	0	109	35	144
	Office de la langue française	84	10	94	121	7	128	13	1	14	218	18	236
	Office de la protection du consommateur	50	0	50	43	0	43	24	0	24	117	0	117
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	6	0	6	0	0	0	11	0	11	17	0	17
	Office des personnes handicapées du Québec	11	0	11	12	3	15	117	14	131	140	17	157
	Office des professions du Québec	36	8	43	0	0	0	0	0	0	36	8	43
	Office franco-québécois pour la jeunesse	1	0	1	25	0	25	0	0	0	26	0	26
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	16	1	17	0	0	0	0	0	0	16	1	17
	Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	4	3	7	12	7	19	0	0	0	16	10	26
	Protecteur du citoyen	57	10	67	28	2	30	0	0	0	85	12	97
19	Régie de l'assurance-dépôt du Québec	5	0	5	0	0	0	0	0	0	5	0	5
	Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 146	198	1 344	99	49	148	0	0	0	1 245	247	1 492
	Régie de l'énergie	1	0	1	57	9	66	0	0	0	58	9	67
	Régie des alcools, des courses et des jeux	88	19	107	119	39	158	0	11	11	207	69	276
	Régie des installations olympiques	0	0	0	162	326	488	0	0	0	162	326	488
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	12	0	12	26	0	26	3	0	3	41	0	41
	Régie des rentes du Québec	777	103	880	133	29	162	28	2	30	938	134	1 072
	Régie du bâtiment du Québec	90	15	105	108	20	128	198	47	245	396	82	478
	Régie du cinéma	0	0	0	47	7	54	0	0	0	47	7	54
	Régie du logement	24	0	24	115	4	119	69	2	71	208	6	214

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Secrétariat à la politique linguistique	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
	Secrétariat au loisir et au sport	35	0	35	1	0	1	19	0	19	55	0	55
	Société de développement de la Baie-James	0	0	0	0	0	0	60	15	75	60	15	75
	Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	0	0	12	0	12	12	0	12
	Société de développement des entreprises culturelles	7	0	7	79	26	105	0	0	0	86	26	112
	Société de la faune et des parcs du Québec	251	36	287	120	6	126	517	137	654	888	179	1 067
	Société de la Place des arts de Montréal	0	0	0	57	45	102	0	0	0	57	45	102
	Société de l'assurance automobile du Québec	1 766	185	1 951	273	128	401	693	216	909	2 732	529	3 261
	Société de télé-diffusion du Québec	8	12	20	273	57	330	27	15	42	308	84	392
	Société des alcools du Québec	216	171	387	198	222	420	2 323	2 570	4 893	2 737	2 963	5 700
	Société des établissements de plein air du Québec	150	190	340	0	0	0	161	1 136	1 297	311	1 326	1 637
	Société des loteries du Québec	18	5	23	641	111	752	0	0	0	659	116	775
	Société des traversiers du Québec	120	39	159	0	0	0	190	112	302	310	151	461
	Société d'habitation du Québec	294	20	314	51	1	52	0	0	0	345	21	366
	Société du Centre des congrès de Québec	62	7	69	0	0	0	0	0	0	62	7	69
	Société du Grand Théâtre de Québec	35	180	215	0	0	0	0	0	0	35	180	215
	Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	84	92	176	0	0	0	84	92	176
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	13	6	19	13	6	19
	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1
20	Société Eeyou de la Baie-James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société générale de financement du Québec	55	2	57	126	7	133	9	0	9	190	9	199

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

		QUÉBEC			MONTRÉAL			AUTRES RÉGIONS			LE QUÉBEC		
		Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
Notes	**Nom de l'organisme**												
	Société immobilière du Québec	360	36	396	147	33	180	106	20	126	613	89	702
	Société Innovatech du Grand Montréal	0	0	0	33	5	38	1	0	1	34	5	39
	Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	12	0	12	12	0	12
	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	17	0	17	0	0	0	0	0	0	17	0	17
	Société Innovatech Régions ressources	9	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0	9
	Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2	0	2
21	Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société québécoise d'assainissement des eaux	1	0	1	6	0	6	0	0	0	7	0	7
	Société québécoise de récupération et de recyclage	9	0	9	29	0	29	0	0	0	38	0	38
	Société québécoise d'information juridique	0	0	0	91	7	98	0	0	0	91	7	98
	Sûreté du Québec	80	18	98	769	248	1 017	487	124	611	1 336	390	1 726
	Tribunal administratif du Québec	118	6	124	125	7	132	0	0	0	243	13	256
	Tribunal des droits de la personne	0	0	0	4	1	5	0	0	0	4	1	5
22	Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Tribunal du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	Unité des droits de recours, Aide financière aux études	7	3	10	0	0	0	0	0	0	7	3	10
	Vérificateur général	149	3	152	45	2	47	0	0	0	194	5	199
Total		30 701	5 910	36 611	23 668	7 231	30 899	32 077	11 292	43 369	86 446	24 433	110 879

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	36 611	33,0%
Ville de Montréal	30 899	27,9%
Autres régions	43 369	39,1%
Total	110 879	100%

Notes

1. L'effectif du Comité consultatif sur la Loi électorale est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
2. Le Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants n'a pas de personnel.
3. L'effectif du Comité de révision de l'aide juridique est comptabilisé dans celui de la Commission des services juridiques.
4. Le Comité de révision sur la langue d'enseignement est encadré par le Directeur régional du ministère de l'Éducation.
5. Les comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) n'ont pas de personnel. Ils regroupent le comité de réexamen des agents de la paix en services correctionnels, le comité de réexamen des cadres intermédiaires, le comité de réexamen des employés faisant partie du Syndicat canadien de la fonction publique et le comité de réexamen du régime de retraite des élus municipaux.
6. Les fonctions de la Commission d'appel pour les autochtones du Québec sont exercées par le ministère de la Justice au besoin.
7. L'effectif de la Commission de la représentation est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
8. Le Conseil consultatif de la lecture et du livre n'a pas de personnel.
9. Le Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec n'a pas de personnel.
10. Le Conseil du référendum n'a pas de personnel.
11. Les fonctions de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant sont assumées par le personnel de l'Assemblée nationale.
12. L'expression « Fonds » est employée pour désigner les unités comptables suivantes : Compte de gestion de la TPS, Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, Fonds de financement, Fonds de l'état civil, Fonds de partenariat touristique, Fonds de perception, Fonds des pensions alimentaires, Fonds des registres, Fonds des services de police, Fonds de développement du marché du travail, Fonds de développement régional, Fonds forestiers, Fonds pour la gestion de l'équipement roulant, Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger, Fonds pour l'information géographique et foncière, Fonds de l'information gouvernementale, Fonds de lutte contre la pauvreté et pour la réinsertion au travail, Fonds nationaux pour la formation de la main-d'œuvre, Fonds de réforme du cadastre québécois, Fonds des services gouvernementaux.

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

13. Les Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers n'ont pas de personnel.
14. Au 31 mars 2002, le Fonds était en période de restructuration.
15. Au 31 mars 2002, le Fonds était en période de restructuration.
16. Le Forum des intervenants de l'industrie du taxi n'a pas de personnel, et le secrétaire est employé au ministère des Transports.
17. La Financière agricole du Québec est le résultat de la fusion de deux organismes, soit la Société de financement agricole et la Régie des assurances agricoles du Québec.
18. Au 31 mars 2002, les employés de la Financière du Québec étaient comptabilisés à l'intérieur de l'effectif d'Investissement-Québec, exception faite de la Direction générale.
19. Le personnel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec fait partie de l'effectif de l'Inspecteur général des institutions financières.
20. La Société ecyou de la Baie-James n'a pas de personnel.
21. La Société nationale du cheval de course n'a pas de personnel.
22. Le Tribunal des professions n'a pas de personnel.
23. L'effectif du Tribunal du travail est comptabilisé dans celui du ministère de la Justice.
24. L'Unité des droits de recours regroupe trois divisions : le Bureau de révision, le Secrétariat au comité d'examen des demandes dérogatoires et le Bureau des plaintes.

ANNEXE 6 (suite)

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Localisation de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

	Nombre	Pourcentage
Ville de Québec	36 611	33,0 %
Ville de Montréal	30 899	27,9 %
Autres régions	43 369	39,1 %
Total	110 879	100 %

Notes

1. L'effectif du Comité consultatif sur la Loi électorale est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
2. Le Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants n'a pas de personnel.
3. L'effectif du Comité de révision de l'aide juridique est comptabilisé dans celui de la Commission des services juridiques.
4. Le Comité de révision sur la langue d'enseignement est encadré par le Directeur régional du ministère de l'Éducation.
5. Les comités de réexamen de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) n'ont pas de personnel. Ils regroupent le comité de réexamen des agents de la paix en services correctionnels, le comité de réexamen des cadres intermédiaires, le comité de réexamen des employés faisant partie du Syndicat canadien de la fonction publique et le comité de réexamen du régime de retraite des élus municipaux.
6. Les fonctions de la Commission d'appel pour les autochtones du Québec sont exercées par le ministère de la Justice au besoin.
7. L'effectif de la Commission de la représentation est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.
8. Le Conseil consultatif de la lecture et du livre n'a pas de personnel.
9. Le Conseil consultatif de l'Ordre des sages-femmes du Québec n'a pas de personnel.
10. Le Conseil du référendum n'a pas de personnel.
11. Les fonctions de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant sont assumées par le personnel de l'Assemblée nationale.
12. L'expression « Fonds » est employée pour désigner les unités comptables suivantes : Compte de gestion de la TPS, Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, Fonds de financement, Fonds de l'état civil, Fonds de partenariat touristique, Fonds de perception, Fonds des pensions alimentaires, Fonds des registres, Fonds des services de police, Fonds de développement du marché du travail, Fonds de développement régional, Fonds forestiers, Fonds pour la gestion de l'équipement roulant, Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger, Fonds pour l'information géographique et foncière, Fonds de l'information gouvernementale, Fonds de lutte contre la pauvreté et pour la réinsertion au travail, Fonds nationaux pour la formation de la main-d'œuvre, Fonds de réforme du cadastre québécois, Fonds des services gouvernementaux.

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002 – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

13. Les Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers n'ont pas de personnel.
14. Au 31 mars 2002, le Fonds était en période de restructuration.
15. Au 31 mars 2002, le Fonds était en période de restructuration.
16. Le Forum des intervenants de l'industrie du taxi n'a pas de personnel, et le secrétaire est employé au ministère des Transports.
17. La Financière agricole du Québec est le résultat de la fusion de deux organismes, soit la Société de financement agricole et la Régie des assurances agricoles du Québec.
18. Au 31 mars 2002, les employés de la Financière du Québec étaient comptabilisés à l'intérieur de l'effectif d'Investissement-Québec, exception faite de la Direction générale.
19. Le personnel de la Regie de l'assurance-dépôts du Québec fait partie de l'effectif de l'Inspecteur général des institutions financières.
20. La Société eeyou de la Baie-James n'a pas de personnel.
21. La Société nationale du cheval de course n'a pas de personnel.
22. Le Tribunal des professions n'a pas de personnel.
23. L'effectif du Tribunal du travail est comptabilisé dans celui du ministère de la Justice.
24. L'Unité des droits de recours regroupe trois divisions : le Bureau de révision, le Secrétariat au comité d'examen des demandes dérogatoires et le Bureau des plaintes.

PROFIL DE LA LOCALISATION DE L'EFFECTIF DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2002

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 19

Figure 2 Répartition de l'effectif régulier des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 19

Figure 3 Répartition de l'effectif occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 20

Figure 4 Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2002 20

Figure 5 Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 21

Figure 6 Répartition des sous-ministres au 31 mars 2002 21

Figure 7 Répartition du personnel de haute direction au 31 mars 2002 22

Figure 8 Répartition de l'ensemble du personnel d'encadrement au 31 mars 2002 22

Figure 9 Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 2000 au 31 mars 2002 23

Figure 10 Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2002 23

Figure 11 Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 27

Figure 12 Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 2000 au 31 mars 2002 29

Figure 13 Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2002 29

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 19

Tableau 2 Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 19

Tableau 3 Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 20

Tableau 4 Répartition des sous-ministres au 31 mars 2002 21

Tableau 5 Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2002 22

Tableau 6 Répartition du personnel d'encadrement des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 22

Tableau 7 Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2002 24

Tableau 8 Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002 27

Tableau 9 Répartition des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale, au 31 mars 2002 28

Tableau 10 Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2002 30

DOCUMENTS

1 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 1996

2 La région de la capitale aujourd'hui : un profil socioéconomique 1997

3 Les dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans la région de la capitale en 1995-1996 : portrait comparatif et opportunités de développement

4 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 1997

5 Politique de rayonnement culturel de la capitale

6 Politique de l'environnement bâti dans la capitale nationale du Québec

7 Politique de commémoration dans la capitale

8 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 1998

9 La capitale et sa région : un profil socioéconomique 1998

10 Guide de gestion des ensembles urbains de la capitale nationale du Québec

11 La capitale nationale en chiffres 1999 : profil socio-économique

12 L'industrie gouvernementale au cœur des bases économiques de l'agglomération de la capitale nationale

13 La capitale nationale en chiffres 2000 : profil socio-économique

14 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

15 La capitale nationale en chiffres 2001 : profil socio-économique

16 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2002

Édifice Hector-Fabre
525, boulevard René-Lévesque Est, RC
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418.528.0773
Sans frais : 1.800.442.0773

Télécopieur : 418. 528.0833
www.capitale.gouv.qc.ca

COMMISSION DE
LA CAPITALE NATIONALE

Québec

400 ans